

LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 169

LE LUNDI 30 JUILLET 2007

88c + TAXES = 1\$



Le vainqueur du Tour de France, Alberto Contador, dévalant à toute vitesse l'avenue des Champs-Élysées, hier, à l'arrivée de la course.

Tour de France: des soupçons jusqu'à l'arrivée

Le champion, Alberto Contador, traîne lui aussi un passé trouble

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

C'est un Tour de France bien étrange qui a pris fin, hier, à Paris. Dominé d'abord et avant tout par les affaires de dopage et les faits divers extraspportifs, il s'est achevé par la victoire du jeune Espagnol Alberto Contador... dont les performances et le passé récent ne sont pas sans soulever des doutes sur sa probité. Une fois de plus.

Le Tour de France a donc un nouveau champion en titre, sacré au terme d'un périple de 3570 kilomètres entrepris le 7 juillet à Trafalgar Square et terminé hier sur les Champs-Élysées par la victoire d'étape de l'Italien Daniele Bennati.

Alberto Contador, 24 ans, pur grimpeur, survivant d'une importante opération au cerveau qui lui a laissé une cicatrice de bord en bord de la tête, a devancé au classement final l'Australien Cadel Evans. Coéquipier de Contador dans l'équipe Discovery Channel, l'Américain Levi Leipheimer complète le podium. Aucun des membres du trio primé sur les

Champs-Élysées n'avait déjà connu cet honneur.

L'écart entre Contador et Evans (23 secondes) est le deuxième plus mince de l'histoire. En 1989, au dernier jour de la course, Greg Lemond avait survolé les Champs-Élysées avec son casque profilé et son révolutionnaire guidon de triathlète, pour venir voler le Tour au Français Laurent Fignon. Celui-ci, courant les cheveux longs au vent sur un vélo traditionnel, avait concédé la victoire finale par seulement huit secondes.

Si elle permet aux dirigeants du Tour d'éviter la gêne discréditante qu'aurait engendrée une victoire du Danois Michael Rasmussen (à quatre jours d'une victoire quasi assurée, il a été viré du Tour pour avoir omis de se présenter à quatre tests antidopage avant le Tour), le triomphe de Contador n'arrive pas sans suspicion pour autant. Le coureur est certes brillant, explosif, mais son implication possible dans un réseau de dopage sanguin alimente en effet les doutes à son égard.

Ainsi, le journal *Le Monde* a révélé hier que Contador n'aurait jamais dû prendre le départ de ce Tour de France. La raison? Le nom de Contador apparaît dans

les dossiers de la célèbre opération Puerto, cette enquête de la police espagnole qui a mis au jour l'an dernier un réseau de dopage organisé par le médecin Eufemiano Fuentes. La Guardia Civil avait alors saisi des centaines de poches de sang, ainsi que de nombreux documents dans lesquels Fuentes notait les traitements destinés à ses clients. Le mentor de Contador, l'entraîneur Manolo Saiz, a été accusé d'avoir joué un rôle central dans ce réseau.

En réaction, la direction du Tour avait décidé d'exclure de la Grande Boucle 2006 tous les coureurs dont les noms étaient cités dans l'enquête. C'est ce qui avait empêché Jan Ullrich, Ivan Basso, Contador et six autres coureurs de prendre le départ l'an dernier. Certains ont plus tard reconnu leurs torts. Contador, lui, n'a pas eu à le faire: les preuves le concernant étaient insuffisantes pour démontrer quoi que ce soit.

VOIR PAGE A 8: TOUR

Lire autre texte en page B 4

Est-il trop tard pour les otages?

Les talibans veulent commencer les exécutions aujourd'hui

Kaboul — Cinquième et peut-être bien dernier ultimatum des talibans qui retiennent en otages 22 Sud-Coréens, en majorité des femmes: ils ont affirmé hier qu'ils commencent à les exécuter à compter de ce matin si le gouvernement afghan ne consent pas à élargir les prisonniers islamistes dont ils réclament la remise en liberté.

«Nous commencerons à tuer les otages s'ils ne commencent pas à libérer nos prisonniers demain, avant midi» (heure locale), a déclaré hier Qari Mohammed Youssouf, porte-parole des talibans, en accusant les gouvernements afghan et coréen de «ne pas être honnêtes» dans leurs tractations.

Les ravisseurs ont déjà tué, mercredi dernier, le chef du groupe de volontaires chrétiens coréens, mais quatre ultimatums fixés par les talibans ont expiré depuis sans que les rebelles mettent à exécution leur menace de tuer le reste des otages.

Youssouf a néanmoins précisé qu'il s'agissait cette fois du «dernier» ultimatum concernant le sort des 22 otages restants, dont 18 femmes, qui sont détenus par petits groupes en différents endroits de la province de Ghazni, au sud de Kaboul. Selon Youssouf, les négociations avec les gouvernements coréen et afghan ont abouti à une «impasse» et seule la libération des détenus talibans permettrait, selon lui, de dénouer la crise.

Mais Munir Mangal, vice-ministre afghan de l'Intérieur, a déclaré samedi que, en cas d'échec du dialogue,

VOIR PAGE A 8: OTAGES

Lire autres textes en page A 3

L'ENTREVUE

La motivation du doute

Robert Brandenberger cherche dans le fond cosmique des réponses aux grandes questions de la physique

PAULINE GRAVEL

Que la théorie des cordes suscite des doutes quant à sa capacité à réaliser la grande unification entre la relativité générale et la mécanique quantique ne désole pas du tout Robert Brandenberger. Au contraire, ce réputé physicien, spécialiste de la cosmologie théorique, s'en réjouit. «Je ne suis pas certain que cette théorie soit celle qui permettra de faire l'unification. Et c'est bien ainsi. Sinon, nous n'aurions plus intérêt à chercher. Notre travail serait inutile», lance-t-il tout de go.

Là où d'autres désespèrent, Robert Brandenberger trouve sa motivation. Loin de le décourager, la multitude de solutions trouvées à la théorie des cordes lui donne une bonne raison de continuer à chercher. Reconstruire pour une découverte fondamentale permettant d'expliquer, à l'aide de la théorie des cordes, pourquoi il existe trois grandes dimensions spatiales (longueur, largeur, profondeur) dans notre univers — découverte qu'il a effectuée en 1989 avec un professeur de l'université Harvard au Massachusetts pendant qu'il terminait son doctorat —, Robert Brandenberger a rejoint le département de physique de l'université McGill en 2004. Avec sa jeune famille, il désirait quitter les États-Unis où, après avoir décroché son doctorat, il a enseigné pendant 15 ans à l'université Brown, à Providence (Rhode Island). S'intéressant à la physique théorique qui permettrait de décrire la naissance et la formation

VOIR PAGE A 8: BRANDENBERGER



Le physicien Robert Brandenberger

LE MONDE

L'Irak uni grâce à la coupe de soccer d'Asie

Une victoire de 1-0 contre l'Arabie saoudite en finale

À lire en page B 1



De jeunes garçons travaillent la tôle dans un atelier de Kandahar.

Vivre à Kandahar, la dangereuse

CLAUDE LÉVESQUE

Deuxième de trois volets

Kandahar se trouve à une petite heure d'avion de Kaboul. C'est de loin le moyen le plus sûr pour franchir la distance, physique et culturelle, qui sépare les deux principales villes de l'Afghanistan.

Reconstruite après la chute des talibans en 2001, une route permet aujourd'hui de faire le trajet entre ces deux villes en six heures, au lieu des deux jours requis précédemment, mais elle demeure extrêmement dangereuse, comme l'ont appris à leurs dé-

pens la vingtaine de missionnaires sud-coréens kidnappés récemment.

Le petit aéroport des Nations unies traverse une épaisse couche de poussière avant d'atterrir. L'aérogare aux grandes arches vitrées, construite par les Américains dans les années 60, est presque vide. Seuls quelques véhicules de l'ONU attendent des passagers dans le stationnement. Un Américain moustachu prêté à la police des frontières afghane a la gentillesse de nous emmener jusqu'à la base militaire qui jouxte l'aéroport civil.

KAF (Kandahar Air Field), le terrain d'aviation de Kandahar est une petite ville

VOIR PAGE A 8: KANDAHAR

INDEX

Annonces.....	B 6	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 2	Météo.....	B 4
Automobile.....	B 5	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 2
Décès.....	B 6	Religions.....	B 6
Économie.....	A 5	Sudoku.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



7 78313 00064 1

LES ACTUALITÉS

Difficile syndicalisation pour des travailleurs étrangers

« Pour les travailleurs, le plus important est d'être respectés comme êtres humains »

JONATHAN MONTPETIT

Un nombre grandissant de travailleurs saisonniers embauchés dans des fermes du pays comme main-d'œuvre à bon marché tentent de se syndiquer et doivent affronter une forte résistance.

Au Québec, les employés étrangers de trois fermes de la grande région de Montréal attendent impatiemment la décision de la Commission des relations du travail concernant leur campagne de syndicalisation respective, décision qui pourrait être déterminante dans l'exercice des droits des travailleurs agricoles saisonniers au Canada.

Selon Patricia Perez, la fondatrice d'un groupe de soutien aux travailleurs étrangers, «les travailleurs en ont assez d'être maltraités». Ce groupe de soutien est financé par la branche québécoise de l'Union internationale des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce.

Plus tôt cet été, la commission des relations de travail du Manitoba a accordé un groupe de travailleurs agricoles mexicains à Portage la Prairie, bien que la décision fasse l'objet d'un appel. Un porte-parole conservateur manitobain a aussitôt qualifié d'«insensée» la décision de la commission, qu'on croit être une première au Canada.

Au Québec, la décision a été reportée à plusieurs reprises depuis le dépôt de la requête en accréditation, en 2006. Entre-temps, les médias ont rapporté un certain nombre d'incidents opposant des exploitants agricoles et leurs employés venus de l'étranger.

Dans un cas, un fermier aurait refusé de remettre ses documents d'assurance-maladie à un tra-

vailleur blessé. La police a été appelée à intervenir. Dans un autre incident, deux agriculteurs sont accusés de voies de fait à la suite d'un affrontement avec Mme Perez, l'autonne dernier.

«Il y a des normes établies de travail qui ne sont pas appliquées et ne sont pas respectées», affirme Mme Perez. Mais pour les travailleurs, le plus important est d'être respectés comme êtres humains.»

Mais le dirigeant d'une association de producteurs horticoles au Québec, à la tête de la Fondation des entreprises en recrutement de main-d'œuvre étrangère, soutient que si les conditions de travail étaient si mauvaises, il n'y aurait pas autant de travailleurs prêts à revenir au Québec, année après année.

Selon René Mantha, «chaque année, de 75 à 80 % des travailleurs migrants engagés par des producteurs québécois reviennent travailler sur les mêmes fermes. Même sur les fermes où il y a eu des campagnes de syndicalisation, les mêmes travailleurs sont revenus.»

Plusieurs des travailleurs saisonniers sont recrutés par l'intermédiaire du Projet relatif au recrutement et à la mobilité des travailleurs saisonniers agricoles canadiens, un accord conclu il y a 34 ans avec le Mexique et les Caraïbes, qui fournit des visas saisonniers à plus de 18 000 travailleurs.

Ces travailleurs ont accès à des soins de santé et à d'autres avantages sociaux et sont souvent logés par les fermiers. Les travailleurs migrants, au Québec comme dans le reste du pays, travaillent souvent de 12 à 15 heures par jour et prennent rarement congé.

Au Québec, les travailleurs saisonniers gagnent environ 8,50 \$ l'heure.

Presse canadienne



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Chaque bateau-dragon compte un équipage de 20 rameurs, un barreur qui dirige à l'arrière et un batteur qui donne à l'avant le rythme en frappant sur un tambour fixé au bateau, ou encore, plus directement, en hurlant. Les bateaux sont chacun ornés d'une tête et d'une queue de dragon.

Festival de courses de bateaux-dragons

Ramer en groupe pour honorer le poète

4000 rameurs et 400 barreurs ou batteurs sont inscrits aux compétitions

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ciel bleu immaculé, trente degrés secs au compteur, eau calme sur le bassin olympique: les quelque 4000 rameurs présents à Montréal pour le Festival international de courses de bateaux-dragons ont eu beau jeu d'honorer gaiement la mémoire du poète Qu Yuan, hier.

C'est en effet du lointain suicide de ce poète et homme politique mort en 278 avant J.-C. que serait né le sport qui, aujourd'hui, passionne des adeptes à travers le monde entier. La légende indique que Qu Yuan était ministre du royaume de Chu avant d'être destitué et envoyé en exil, d'où il assista, impuissant, à la victoire des combattants du royaume de Qin sur ses concitoyens. Blessé à l'âme, le poète écrivit alors un dernier poème avant de se jeter dramatiquement dans le fleuve Miluo.

La même légende colporte que les habitants du lieu, apprenant la

nouvelle, sont partis en bateau à la recherche du corps de Qu Yuan, à qui on voulait offrir une sépulture. Ils ne l'ont jamais trouvé. Alors, pour éviter que les poissons ne dévorent le poète, ils jetèrent à la rivière des zongzis, gâteaux de riz enveloppés dans une feuille de bambou, affaire de les rassasier. Ainsi est née la tradition de célébrer sa mort en mangeant des zongzis et en parcourant l'eau à bord de ces grands bateaux.

À travers le monde, les courses de bateaux-dragons gagnent sans cesse des adeptes: une fédération internationale a d'ailleurs été mise sur pied en 1991 pour régir les compétitions, qui se sont internationalisées au milieu des années 70. Aujourd'hui, même au Québec, il existe tout un réseau de clubs qui permettent des affrontements fraternels.

«C'est un sport simple, indique Sunny Lam, coordonnateur de l'événement montréalais. Le bateau est stable, et trois ou quatre pratiques sont suffisantes pour ap-

prendre les rudiments et participer à une compétition. Le secret, c'est la coordination.»

Il n'y sûrement pas de poète mort au fond du bassin olympique, mais le festival mis sur pied il y a 12 ans par des membres de la communauté chinoise n'en attire pas moins une foule considérable. Quelque 25 000 personnes étaient ainsi attendues cette fin de semaine, selon Sunny Lam. En plus, évidemment, des 4000 rameurs et 400 barreurs ou batteurs inscrits aux compétitions. Une trentaine d'équipes provenaient des États-Unis, et plusieurs autres, du reste du Canada.

Chaque bateau compte donc un équipage de 20 rameurs, un barreur qui dirige à l'arrière et un batteur qui donne à l'avant le rythme en frappant sur un tambour fixé au bateau, ou encore, plus directement, en hurlant. Les bateaux sont chacun ornés d'une tête et d'une queue de dragon.

«C'est vraiment un travail d'équipe, les bateaux-dragons, explique

Sunny Lam. C'est pour ça qu'il y a autant d'équipes qui sont composées de collègues de travail [Hydro-Québec en comptait plusieurs]. Dans un bateau, il n'y a personne de meilleur qu'un autre. Le patron a la même rame que les autres. Et tout le monde doit suivre le même rythme. Ça fait une dynamique intéressante.»

En regardant la foule bigarrée qui naviguait ou marchait hier près du bassin, Sunny Lam mesurait le chemin parcouru depuis 1995: «Nous avons mis sur pied le festival d'abord et avant tout pour rassembler la communauté chinoise. C'était important pour nous de nous mobiliser autour d'une vieille tradition, de susciter l'intérêt des jeunes pour les sortir du Nintendo. On peut voir que ça marche: nous avons plein d'équipages de jeunes Chinois maintenant. Mais surtout, nous avons plein d'équipages de Québécois qui découvrent une partie de notre culture. C'est quelque chose d'important à mes yeux.»

Le Devoir

CONCOURS

LE DEVOIR

en collaboration avec

SOL BEC TOURS INC.

SWISS Swiss International Air Lines

UNE CHANCE DE GAGNER UN VOYAGE POUR DEUX AU GOLFE DE SALERNE EN ITALIE

CAMPAGNE

EXCLUSIVITÉ SOL BEC

Grand Hôtel Santa-Maria

Hôtel Sonia

Le voyage inclut : 6 nuits d'hébergement, vol aller-retour Mil/Rome, location de voiture 6 jours. Non inclus : frais de service et taxes d'aéroport. Voyage basé sur la disponibilité des départs selon les brochures d'été 2007 et hiver 2008. Valeur de 4100\$.

Maggiore

WWW.SOLBECTOURS.COM

Voir forfait longs séjours «Italie»

Cinq millions par année pour des programmes pour les aînés

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Le gouvernement du Québec fera un nouvel investissement de cinq millions de dollars par année durant cinq ans pour mettre en œuvre des programmes pour les aînés, a affirmé hier la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais.

«Il y a de l'argent neuf pour mettre en place des programmes et ces programmes seront annoncés parallèlement avec la Consulta-

tion publique [sur les conditions de vie des personnes âgées] d'ici à la fin du mois d'août», a déclaré la ministre hier, alors qu'elle représentait le gouvernement libéral au Défilé de la fierté gaie à Montréal.

Une partie des nouveaux crédits sera consacrée à un programme associant les Conférences régionales des élus, et une autre partie, à un programme pour l'activité physique, a-t-elle dit.

«Personnellement, je suis très préoccupée par toute la question des ai-

dants naturels, des proches aidants, et par toute la question de la dignité de la personne. Donc, tous les abus envers les aînés, ça me préoccupe énormément. Alors, vous pouvez être certains qu'il va y avoir quelque chose qui va s'aligner dans cette voie-là», a-t-elle ajouté. La ministre a évoqué l'importance de soutenir et d'accompagner les familles qui veulent s'occuper des aînés, ainsi que le besoin de répit des aidants naturels.

Le Devoir

EN BREF

Nouvelles espèces marines

Halifax — Des scientifiques ont eu un aperçu d'une mystérieuse partie du monde sous-marin, au large de la côte Est canadienne, lorsqu'ils ont fait la découverte de nouvelles espèces dans des écosystèmes peu connus comportant de rares coraux et poissons. Une vingtaine de chercheurs canadiens ont exploré les eaux situées au large de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador et ont été en mesure de voir des coraux blancs et roses, une nouvelle variété d'étoile de mer ainsi qu'une pieuvre argentée baptisée Dumbo, entre autres raretés. Les chercheurs, du ministère fédéral des Pêches et des Océans de même que de différentes universités, ont pris plus de 3000 clichés numériques et filmé des heures de vidéo, en plus de récolter des échantillons vivants. — PC

Armes: douaniers mal formés

Québec — Un douanier sur quatre a échoué, à l'issue de la formation qui lui permettra de manier une arme à feu à la frontière canado-américaine, selon ce que rapporte *Le Soleil*. Le syndicat des employés de Douanes et accises Canada se dit énormément préoccupé par la situation et demande à l'Agence des services frontaliers de revoir ses méthodes de formation en tir, jugée trop intensive. Vendredi, 39 douaniers ont terminé avec succès la toute première formation sur le maniement des armes à feu. Ils entreront en fonction dès cette semaine. Or, le syndicat indique que ce nombre aurait pu être passablement plus élevé, puisque 25 % des douaniers ont échoué à l'issue de la première partie de la formation sur le tir. — PC

2 derniers jours

40% à 70%

Solde d'été

Deslongchamps

1007, rue LAURIER ouest, Outremont

Tél.: 274-2442

LOTTO QUÉBEC

Résultats des tirages du: 2007-07-28

649	01 05 17	40	17 19 21	18			
	32 39 45	compt. (c)	23 42 47	compt. (c)			
GAGNANTS		LOTS		GAGNANTS		LOTS	
6/6	1	4 170 010,00 \$	6/6	1	1 000 000,00 \$		
5/6+c	3	99 285,90 \$	5/6+c	1	50 000,00 \$		
5/6	132	1 864,00 \$	5/6	15	500,00 \$		
4/6	6 576	70,90 \$	4/6	912	50,00 \$		
3/6	121 929	10,00 \$	3/6	16 514	5,00 \$		
2/6+c	74 134	5,00 \$	Ventes totales :		476 358,50 \$		
Ventes totales :		14 404 480 \$		Extra 6955159		500 000 \$	
Prochain gros lot (approx.) :		3 500 000 \$		*décomposable dans les deux sens			

Résultats des tirages du: 2007-07-27

SUPER 7	07 10 18	35	7/7	0	10 000 000,00 \$		
	28 34 39 43	compt. (c)	6/7+c	3	63 351,30 \$		
GAGNANTS		LOTS		GAGNANTS		LOTS	
6/7	86	2 209,90 \$	5/7	6 381	101,20 \$		
4/7	136 162	10,00 \$	3/7+c	125 758	10,00 \$		
3/7	1 134 888	Participation gratuite	Ventes totales :		16 537 058 \$		

Extra 9900546 500 000 \$

*décomposable dans les deux sens

Prochain gros lot (approx.) : 12 000 000 \$

est de retour avec au total, 5,6 million\$ en lot à gagner!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LE DEVOIR

Retournez à : Concours GOLFE DE SALERNE, 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3S1

Le tirage aura lieu le 17 août 2007 à 15h.

Faites-vous parvenir les coupons de participation avant le 16 août 2007 à 17h30. Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par enveloppe.

Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées.

Les conditions et règlements du concours sont disponibles à la réception du Devoir.

Nom :

Adresse : App.: Ville :

Code postal : Courriel :

Téléphone : (rés.) (our)

Question : Dans quelle province de la Campagne se trouve le Golfe de Salerne ?

Abonné(e) : Oui Non Cochez si vous ne désirez pas recevoir de sollicitation du Devoir

ACTUALITÉS

Roberval-Lac-Saint-Jean

Michel Gauthier se retire officiellement

Outremont et Saint-Hyacinthe-Bagot se rendront aux urnes le 17 septembre

Le député bloquiste de Roberval-Lac-Saint-Jean, Michel Gauthier, a pris officiellement sa retraite politique hier.

En annonçant sa décision, il y a quelques semaines, M. Gauthier avait invoqué des raisons de santé pour la justifier.

Michel Gauthier siège à la Chambre des communes depuis 1993. Il a été nommé leader parlementaire du Bloc québécois en 1997. Il a également été chef du parti en 1996-97.

M. Gauthier travaillera désormais comme analyste politique à la télévision.

Le premier ministre Stephen Harper devrait confirmer sous peu la tenue d'une élection complémentaire le 17 septembre prochain dans Roberval-Lac-Saint-Jean.

Samedi, il a annoncé que les électeurs d'Outremont et ceux de Saint-Hyacinthe-Bagot se rendront aux urnes la même date, à la suite des départs du libéral Jean Lapierre et du bloquiste Yvan Loubier.

Ces trois élections partielles seront suivies très attentivement d'un bout à l'autre du pays. Le Québec, encore dominé par le Bloc québécois, demeure un territoire clé si les conservateurs veulent ultérieurement atteindre la majorité aux Communes.

La date du scrutin choisie par M. Harper correspond à la rentrée parlementaire de l'automne, à moins que le premier ministre ne décide de reporter à plus tard le début des travaux.

Reste que, au bout de l'exercice, le rapport des forces au Parlement ne sera pas modifié puisque, peu importe les résultats, le gouvernement conservateur demeurera minoritaire.

Si les élections partielles sont habituellement dominées par des enjeux locaux, les campagnes permettront tout de même à tous les partis de sonder leurs appuis dans trois régions très différentes.

Pour les libéraux, ce sera l'occasion de constater si leur nouveau chef, Stéphane Dion, plaît aux Québécois. Pour le Bloc québécois, le scrutin dans Saint-Hyacinthe-Bagot et dans Roberval-Lac-Saint-Jean permettra de constater s'il détient toujours la mainmise sur les régions du Québec. Quant au Nouveau Parti démocratique (NPD), il verra si sa position sur la mission en Afghanistan résonne au Québec, là où cette mission est la moins populaire au pays.

Peu importe les résultats, les conservateurs vont demeurer minoritaires

Les attaques fument

La date de l'élection n'était pas encore connue et, déjà, les attaques fusaient dans les camps. Le candidat libéral dans Outremont, l'ancien journaliste et chercheur universitaire Jocelyn Coulon, a dû répondre à son adversaire du NPD qui lui demandait de justifier la «guerre d'agression» du Canada en Afghanistan amorcée sous l'ancien gouvernement libéral.

Plus tôt cette semaine, c'était au tour du candidat conservateur, l'ancien ambassadeur Gilles Duguay, de se lancer dans la mêlée en ramenant sur le tapis le scandale des commandites. Le candidat du Bloc, Jean-Paul Gilson, s'est pour l'instant fait plus discret.

Du côté du Bloc, l'attention sera plus dirigée vers les deux autres comtés afin de protéger ses acquis. Selon le leader parlementaire, Pierre Paquette, le Bloc va tout mettre en œuvre pour conserver ces circonscriptions qu'il détient depuis près de 15 ans.

Le Bloc est d'ailleurs le seul parti à avoir dévoilé le nom de sa candidate qui tentera de remplacer le député bloquiste sortant, Yvan Loubier, qui a échoué à se faire élire sur la scène provinciale. Il s'agit de l'ancienne adjointe de M. Loubier, Eve-Mary Thai Thi Lac. Les conservateurs font bien des espoirs sur Roberval-Lac-Saint-Jean, où ils ont recruté le maire de Roberval, Denis Lebel, pour les représenter.

D'après la Presse canadienne

AFGHANISTAN

Le Canada n'est pas tenu d'achever le travail, dit l'armée

MARTIN OUELLET

Kandahar, Afghanistan — Le Canada n'est nullement tenu de mener à terme l'effort de reconstruction de l'Afghanistan, a soutenu hier le commandant de la Force expéditionnaire du Canada, le général de corps d'armée Michel Gauthier.

«Dans une perspective plus large, que ce soit accompli par nous ou par d'autres, cela ne fait pas de différence», a affirmé le grand patron des troupes canadiennes déployées à l'étranger, lors d'une conférence de presse tenue dans les quartiers canadiens de la base multinationale de Kandahar (KAF).

Le général de corps d'armée a convenu que le travail sera loin d'être terminé en février 2009, lorsque prendra fin l'engagement du Canada pour la reconstruction de l'Afghanistan.

Même si, de l'avis de l'officier supérieur, le climat intérieur s'améliore et que des progrès manifestes ont été réalisés, il n'en demeure pas moins qu'il faudra encore plusieurs années de travail et de présence internationale pour que l'Afghanistan puisse enfin s'autogouverner.

«Du point de vue de la communauté internationale, personne ne croit que le travail sera terminé en février 2009. Personne ne se fait d'illusion sur les chances que l'Afghanistan puisse être autosuffisant et autonome en 2009», a-t-il dit.

Pour l'heure, le commandant n'entrevoit pas de grands bouleversements dans la mission canadienne, alors que s'amorce une nouvelle rotation de six mois — la quatrième depuis 2002 — principalement composée de soldats du Royal 22^e Régiment.

Graduellement, espère l'état-major, les troupes canadiennes passeront de moins en moins de temps au front pour consacrer de plus en plus de temps à la formation et au mentorat de l'armée af-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

L'état-major de l'armée canadienne espère que les troupes canadiennes passeront de moins en moins de temps au front pour consacrer de plus en plus de temps à la formation et au mentorat de l'armée afghane.

ghane. Il est illusoire toutefois de croire que la fin des combats, pour les militaires canadiens, soit à portée de main.

«Dans un avenir prévisible, nous devons continuer à combattre», a prévenu le général de corps d'armée.

La formation de l'armée afghane, du reste, n'est qu'une pièce de l'immense casse-tête de la sécurité en Afghanistan. Le défi que pose la

création d'une force de police nationale professionnelle et efficace, capable d'imposer, dans les règles du droit, son autorité auprès de la population civile, est encore plus grand.

«On me dit que, en matière de progrès, la police (PNA) est en retard de trois ou quatre ans sur l'armée [...]. C'est un problème, un défi énorme», a-t-il dit.

La police nationale afghane a un rôle capital à jouer pour l'apaisement des tensions et l'arrêt des hostilités en Afghanistan. C'est en effet à elle que revient la tâche de surveiller les frontières et de maintenir l'ordre dans les communautés et les districts sur l'ensemble du territoire.

Presse canadienne

Et en février, que feront les Afghans?

Ottawa — Le chef d'état-major de la Défense, Rick Hillier, a affirmé hier qu'il n'était pas certain que les troupes canadiennes puissent confier une grande partie de la responsabilité du front aux soldats afghans d'ici au mois de février.

Dans le cadre de l'émission «Question Period», sur les ondes du réseau CTV, le général Hillier a contredit les propos tenus par le ministre de la Défense Gordon O'Connor, la semaine dernière, lors de la même émission de télévision. Il a indiqué qu'il serait difficile pour l'armée nationale afghane d'assumer le gros des opérations militaires d'ici à l'hiver prochain, contrairement à ce qu'a prédit le ministre.

«Nous aimerions qu'ils puissent être en position de faire cela d'ici à février prochain, a-t-il déclaré. Mais cela représenterait certainement un important défi pour eux.»

«Nous avons un grand rôle de formation à jouer afin de les aider [...] Que ce soit février ou mars, il est difficile d'avancer une date précise.»

La semaine dernière, le ministre O'Connor a affirmé que les unités nouvellement entraînées permettraient vraisemblablement aux troupes canadiennes de leur laisser l'essentiel des combats dans les environs de Kandahar d'ici à que les soldats québécois actuellement déployés en Afghanistan rentrent au Canada, en février.

Le général Hillier a indiqué que les soldats afghans jouaient un rôle accru avec l'aide des Canadiens. Toutefois, il est trop tôt pour dire à quel moment les troupes canadiennes pourront quitter les secteurs les plus dangereux.

«Quel que soit le rôle tenu par les soldats canadiens, nous allons encore nous trouver dans un environnement à risque élevé», a déclaré le général.

«On ne peut pas éliminer les pertes», a-t-il ajouté.

M. Hillier s'est efforcé de ne pas contredire le ministre O'Connor, mais il a clairement dit qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que les soldats afghans remplacent les Canadiens

au front avant le printemps. «Ca va prendre un bon moment. Nous venons tout juste de lancer le processus [...]. Mais nous sommes en meilleure position que nous ne l'avons jamais été.»

Soixante-six soldats canadiens et un diplomate ont été tués en Afghanistan depuis le début du déploiement des Canadiens dans ce pays, en 2002.

Selon M. Hillier, la vaste corruption au sein du gouvernement afghan est l'autre grand défi auquel font face le Canada et ses partenaires de l'OTAN dans leurs efforts de reconstruction.

Presse canadienne

Défilé de la fierté gaie

Célébrations LGBTQA relève le défi

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Des hommes en maillot de bain rose effectuant une chorégraphie sur un char allégorique au son d'une musique, des travestis en robe et en talons hauts, des couples de danseurs homosexuels avec des chapeaux de cow-boy, ainsi que des représentants de groupes communautaires et de commerces étaient au nombre des quelque 1500 participants au défilé de la Fierté gaie, qui a eu lieu hier après-midi à Montréal et qui comptait 70 contingents, dont 16 chars allégoriques.

Plusieurs milliers de personnes — plus de 50 000, selon les organisateurs — y ont assisté. Organisé pour la première fois cette année par Célébrations LGBTQA (pour lesbienne, gai, bisexuel, transgenre et amis), le défilé a emprunté le boulevard René-Lévesque Est, de la rue De Lorimier à la rue Saint-Hubert.

L'organisme Divers/Cité, qui organisait le défilé de la Fierté gaie par le passé, aurait souhaité qu'il ait lieu en mai cette année. Le calendrier de la Ville de Montréal étant surchargé, il a renoncé à organiser l'événement cette année. Des membres de la communauté gaie qui tenaient à ce que le défilé ait lieu ont créé, il y a huit semaines, l'organisation Célébrations LGBTQA, présidée par Eric Pineault.

Plusieurs personnalités publiques ont pris part au défilé, dont le maire de la Ville de Montréal, Gérard Tremblay, le maire de l'arrondissement Ville-Marie, Benoît Labonté, le directeur général de la Société de développement commercial du Village, Bernard Plan-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le Défilé de la fierté gaie, qui a eu lieu hier après-midi à Montréal, comptait 70 contingents, dont 16 chars allégoriques.

te, la ministre québécoise des Aînés, Marguerite Blais, le député adéquist de Nicolet-Yamaska, Eric Dorion, et le candidat dans Outremont pour le Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair.

Retour des commerçants

Après quelques années d'absence, les bars et clubs du Village gai ont participé au défilé d'hier, qui a eu lieu à proximité de leurs commerces. «Je tiens à ce que le défilé demeure un geste politique, un geste d'affirmation, sauf qu'il doit aussi y avoir un côté festif», a déclaré le président de Gai Écoute et de la Fondation Émergence, Laurent McCutcheon, également porte-parole du défilé. «Avec la participation des marchands, on obtient ce côté festif.» Après avoir eu lieu en soirée, le défilé s'est de nouveau tenu de jour cette année. «Il ne faut pas rester entre nous, le soir dans le Village, à se faire un party. Si on veut que les

mentalités changent, il faut être visibles au grand jour.»

Question récurrente: la tenue d'un défilé de la Fierté gaie est-elle toujours nécessaire? «C'est encore impor-

tant qu'on fasse un défilé», répond M. McCutcheon. «Il y a encore beaucoup de chemin à faire, malgré les avancées extraordinaires des dernières années. Nous devons lutter contre l'homophobie. Un défilé, c'est un agent de changement. Une société, ça ne change pas tout seul.» L'objectif à long terme, c'est qu'il ne soit plus nécessaire de faire un défilé, ce qui n'est pas encore le cas, a dit M. McCutcheon, pour qui il est par ailleurs important d'adopter une politique nationale de lutte contre l'homophobie.

Lynn Beattie, qui assistait au défilé d'hier, croit elle aussi qu'il est encore important de tenir un défilé. «On [la communauté gaie] est apparue avec le temps. Il ne faut pas disparaître de nouveau.» Des hétérosexuels, de Montréal ou d'ailleurs, assistaient aussi au défilé. René Mahey, originaire des Antilles, a dit être présent «pour le spectacle».

Le Devoir



296 pages - 17,75 \$
ISBN 978-2-7609-4665-4

LIQEC inc.
514-843-5991

Mario RIVEST

Collection Sciences humaines

UN QUÉBEC EN MARCHÉ 4^e secondaire

Formation générale des adultes
SCH 4023-2

La démocratie et la culture au Québec

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

ROLEX

SERVICE

POUR GARDER VOTRE ROLEX EN PARFAIT ÉTAT DE FONCTIONNEMENT, NOUS VOUS CONSEILLONS D'EFFECTUER UNE RÉVISION COMPLÈTE TOUS LES CINQ ANS.

Bijouterie Gambard

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTRÉAL, CENTRE VILLE
(514) 866-3876

LES ACTUALITÉS

Accident de l'Airbus A320 au Brésil

Les Brésiliens rendent hommage aux victimes

São Paulo — Plus d'un millier de personnes (3 000 selon les organisateurs, 400 selon la police) ont rendu hommage hier, à São Paulo, aux quelque 200 victimes de l'accident de l'Airbus A320 et demandé aux autorités plus de «respect» envers les citoyens.

«C'est une manifestation de la société civile», a déclaré à l'AFP Marcio Neubauer, animateur de Cria Brasil, un mouvement de citoyens coorganisateur de la manifestation, avec l'Association brésilienne des parents et amis des victimes d'accidents d'avion (ABRAPAVAA).

«Le premier objectif, c'est d'être solidaire des victimes [...], et le second, de rendre hommage aux rares héros qui agissent et travaillent avec dévouement et courage», a expliqué Marcio Neubauer.

«Respect!», réclamaient des pancartes. Beaucoup portaient des fleurs blanches, d'autres, de faux nez de clown en plastique rouge, en signe de dérision à l'égard des pouvoirs publics.

«Assez de passivité, l'heure est venue d'agir», «Nos gouvernants sont non seulement corrompus mais assassins», proclamaient des banderoles. «Dehors Lula et ses valets», pouvait-on lire sur une pancarte, tandis que les noms du président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, et d'autres membres du gouvernement étaient hués. Les organisateurs ont rendu hommage à la police civile, à la police militarisée, à la

protection civile et à l'institut médico-légal. Les pompiers, qui pendant dix jours ont fouillé les décombres, ont été particulièrement acclamés.

Lors de cette manifestation, qui se voulait «sans affiliation politique, pacifique et démocratique», les manifestants ont défilé du parc d'Ibirapuera à l'aéroport de Congonhas. Là, le 17 juillet, l'avion avait atterri avec 187 personnes à bord, traversé la piste à grande vitesse, viré à gauche en bout de piste et traversé une avenue avant de s'écraser contre un immeuble et d'exploser.

Hier, 105 corps avaient été identifiés, et le bilan définitif devrait approcher les 200 morts.

Le trafic aérien s'est dégradé depuis l'écrasement en septembre, dans la forêt amazonienne, d'un Boeing de la compagnie Gol avec 154 personnes à bord, après une collision en vol. Grèves perlées de contrôleurs aériens, pannes, retards, annulations de vols et longues files d'attente sèment la pagaille dans les aéroports.

«Le chaos aérien est l'une des conséquences les plus tragiques de l'indifférence des autorités», a affirmé hier un manifeste lu par un chanteur.

L'ABRAPAVAA veut organiser, le 18 août, un boycottage du transport aérien par les passagers.

Agence France-Presse



Les manifestants ont défilé du parc d'Ibirapuera à l'aéroport de Congonhas.

Pétrole: l'Iran refuse toute hausse de la production de l'OPEP

Téhéran — L'Iran a indiqué hier qu'il était opposé à une augmentation de la production de l'OPEP, alors que cette dernière a fait allusion à une possible ouverture des robinets pour endiguer la hausse des prix de l'or noir, selon le site Internet de l'État.

Le ministre du Pétrole iranien, Kazem Hamaneh, a indiqué que la hausse actuelle des prix du pétrole était due à des considérations politiques et à la pénurie habituelle de brut aux États-Unis pendant la période estivale, et non aux quotas de l'OPEP.

«La récente fluctuation sur les marchés du pétrole est liée à des raisons politiques et géopolitiques», a-t-il déclaré.

«Dans les circonstances actuelles, une augmentation de la production n'aurait pas d'effet sur les prix du pétrole. C'est pourquoi il n'y a rien qui motive une augmentation de la production de l'OPEP», a-t-il ajouté.

Cette déclaration intervient une semaine après que le président de l'OPEP, Mohammed al-Hameli, le ministre émirati du Pétrole, s'est dit «préoccupé» par les prix élevés du pétrole, déclenchant des rumeurs sur une possible hausse de la production. La prochaine réunion de l'OPEP devrait se tenir au siège de l'organisation, à Vienne, en septembre. Lors de sa dernière réunion, en mars, l'OPEP avait décidé de maintenir sa production à 25,8 millions de barils par jour.

«Si, lors de la prochaine réunion de l'OPEP, la tendance actuelle [...] est la même, la République islamique d'Iran s'opposera à une hausse de la production de l'OPEP», a conclu M. Hamaneh.

L'Iran est le deuxième producteur de pétrole en importance, membre de l'OPEP, derrière l'Arabie saoudite.

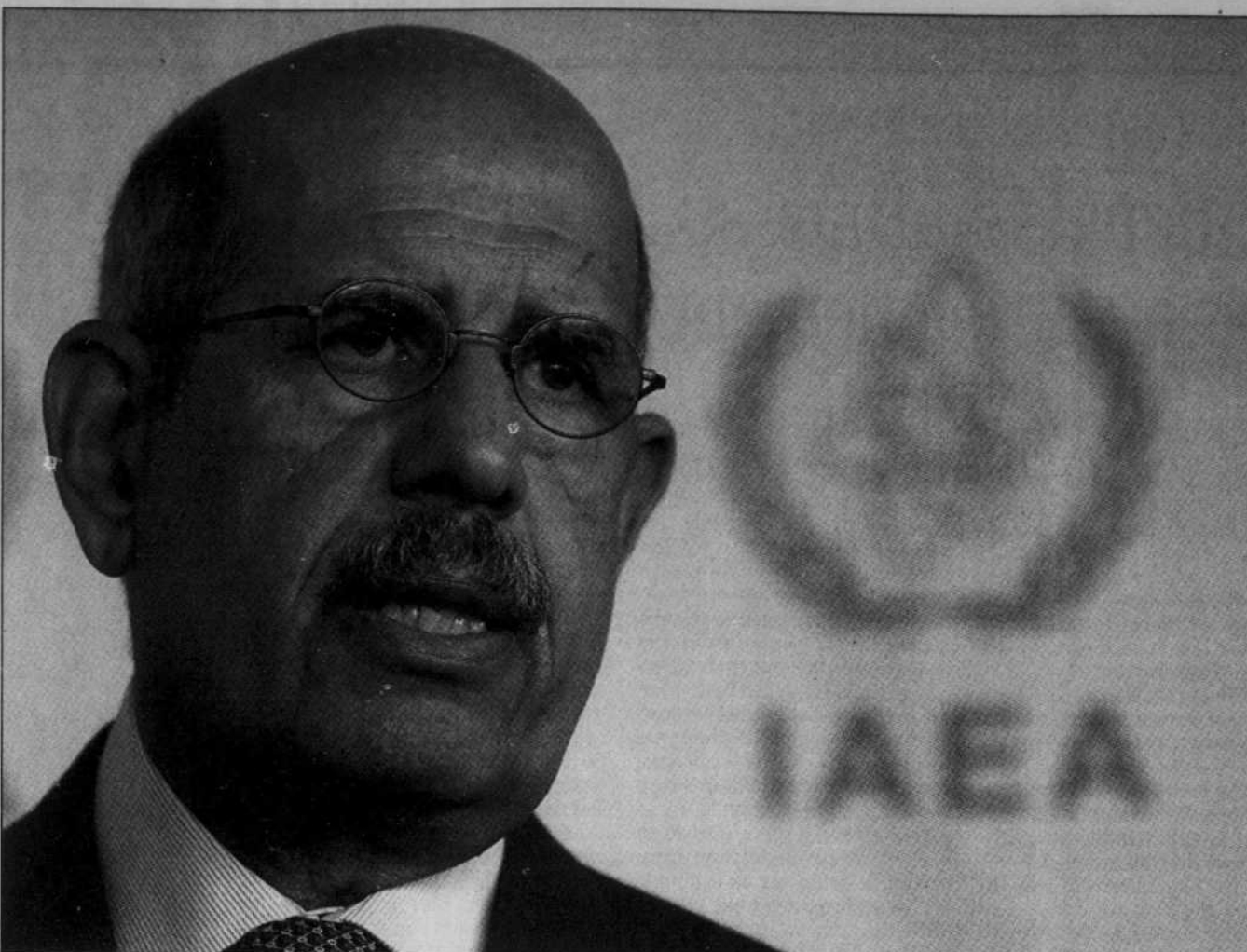
Agence France-Presse

EN BREF

Lauzon souhaite un «Pétro-Québec»

Au moment où Petro-Canada vient d'annoncer un bénéfice net de 845 millions au cours de son deuxième trimestre, le titulaire de la Chaire socio-économique de l'UQAM, Léo-Paul Lauzon, propose la création d'un «Pétro-Québec» sous la forme d'un «partenariat public-privé». Selon le professeur Lauzon, le Québec gagnerait à créer sa propre raffinerie, en partenariat avec les indépendants du pétrole et Hydro-Québec. Il croit que les prix à la pompe pourraient chuter de 25 % dans la province, parce

que des contrats négociés directement avec les pays producteurs de pétrole limiteraient la spéculation dans le secteur. D'après Léo-Paul Lauzon, la récente sortie du ministre des Ressources naturelles, Claude Béchar, demandant aux pétroliers de justifier la hausse des prix à la pompe ne les a pas fait sourcilier. Il qualifie la situation d'humiliante. M. Lauzon souhaiterait que le gouvernement s'inspire des politiques pétrolières de pays tels que le Venezuela, la Bolivie ou le Nicaragua. Les revenus totaux de Petro-Canada ont été de 5,48 milliards au deuxième trimestre de l'exercice en cours, contre 4,73 milliards un an plus tôt. — PC



Le directeur général de l'AIEA, Mohammed El-Baradei, demande encore un désarmement accru, car «27 000 têtes nucléaires demeurent dans les arsenaux de neuf pays» ayant la bombe.

50^e anniversaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Un demi-siècle de dilemme autour du nucléaire

JEAN-MICHEL STOULLIG

Vienne — L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a discrètement fêté, hier, ses 50 ans d'existence en reconnaissant «un dilemme»: comment empêcher de nouveaux États d'accéder à l'arme nucléaire tout en favorisant l'énergie nucléaire civile.

L'Agence de sûreté nucléaire des Nations unies, basée à Vienne, comptait 144 États membres en mars 2007. Elle vérifie en particulier le respect du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de 1970 et ses inspecteurs surveillent plus de 900 installations dans le monde.

Dans un message de félicitations envoyé au directeur général de l'AIEA, Mohammed El-Baradei, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, «applaudit les efforts incessants de l'AIEA en vue de [...] contribuer à la sécurité et au développement». L'AIEA et son directeur ont obtenu le prix Nobel de la paix en 2005.

Le pape Benoît XVI lui a aussi apporté son soutien hier, jugeant «urgent d'encourager la non-prolifération des armes nucléaires, de promouvoir un désarmement nucléaire progressif et négocié et de favoriser l'usage paci-

fique et sûr de la technologie nucléaire pour un authentique développement respectueux de l'environnement».

Les dirigeants de l'AIEA, tel son numéro deux, David Waller, insistent sur «le dilemme nucléaire» auquel fait face la planète, dans des textes mis dans le site Internet www.iaea.org.

L'AIEA poursuit un programme «Atomes pour la paix, un idéal né des cendres d'Hiroshima et Nagasaki» en 1945, a déclaré M. El-Baradei ce mois-ci au Japon.

Il a insisté sur l'utilisation pacifique du nucléaire: pour les besoins croissants en énergie — 437 réacteurs dans 30 pays fournissent actuellement 15,2 % de l'électricité mondiale — mais aussi pour la médecine (comme les radiothérapies du cancer, la lutte contre la mouche tsé-tsé), l'agriculture (comme l'amélioration des semences) et l'industrie.

Mais, «en même temps, il faut empêcher la dispersion de la technologie des armes nucléaires —

ce qui reste le défi nucléaire».

En effet, l'uranium enrichi ou le plutonium civils peuvent déboucher sur la fabrication d'armes atomiques.

Comment empêcher de nouveaux États d'accéder à l'arme nucléaire tout en favorisant l'énergie nucléaire civile?

L'Occident craint cette fabrication en Iran, un pays qui proclame des intentions pacifiques mais qui est placé sous la surveillance spéciale de l'AIEA depuis 2003 et qui fait l'objet de sanctions de l'ONU pour son refus de suspendre l'enrichissement d'uranium.

L'Irak, pays signataire du TNP, avait pu développer secrètement, sous Saddam Hussein, un programme nucléaire militaire, ensuite démantelé.

En revanche, les inspecteurs onusiens chassés fin 2002 de la Corée du Nord viennent d'y retourner pour superviser le démantèlement du réacteur de Yongbyon, et la Libye a renoncé fin 2003 aux armes de destruction massive.

M. El-Baradei réclame des outils renforcés contre la prolifération militaire: à côté du «protocole

additionnel» du TNP, qui permet déjà des inspections renforcées, il propose un pool contrôlé de matières fissiles destiné aux pays voulant disposer du nucléaire civil, ainsi que de meilleurs contrôles sur l'exportation.

Le directeur de l'AIEA demande encore un désarmement accru, car «27 000 têtes nucléaires demeurent dans les arsenaux de neuf pays» ayant la bombe — les cinq puissances nucléaires déclarées (États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France et Chine), ainsi qu'Israël, l'Inde et le Pakistan (non-membres du TNP) et la Corée du Nord.

Enfin M. El-Baradei relève deux autres défis: améliorer la sécurité des centrales après l'explosion désastreuse à Tchernobyl en 1986 et, après les attentats du 11 septembre 2001, empêcher le terrorisme nucléaire. «Les décideurs politiques ont compris ce qui pourrait arriver si des matières radioactives tombaient en de mauvaises mains.»

Des expositions et événements spéciaux ont précédé le 50^e anniversaire, qui n'a pas été marqué par des cérémonies particulières en fin de semaine, à Vienne.

Agence France-Presse

Semaine chargée pour Wall Street

CAL MANKOWSKI

New York — Wall Street se prépare à une semaine chargée en indicateurs et en résultats de sociétés, après la purge subie jeudi et vendredi.

Alors que l'indice Standard & Poor's 500 (S&P) a subi son plus fort recul hebdomadaire en cinq ans, et le Dow Jones en cinq mois, les investisseurs auront fort à faire avec les résultats de grands noms de la cote, comme General Motors, et la statistique parfois imprévisible de la création d'emplois.

Rob Sellar, responsable des actions nord-américaines chez Aberdeen Asset Management à Philadelphie, juge la correction «salutaire», mais il s'attend désormais à ce que le marché se consolide autour de ses niveaux de vendredi.

Reste à savoir si les cours sont revenus à un niveau attrayant. Le ratio cours-bénéfice (PER) du S&P est redescendu à 15,3, au plus bas depuis le début avril. Et, avec un taux de rendement de 6,5 % pour le S&P, le marché des actions offre un rendement supérieur de 1,8 point de pourcentage aux obligations du Trésor à 10 ans, dont le rendement s'établissait vendredi à 4,77 %.

Ces valorisations sont certes plus raisonnables, mais pour Peter Schiff, président d'Euro Pacific Capital, la correction n'est peut-être pas finie. «On a déjà eu des baisses suivies d'un rebond», rappelle-t-il. «Un faux sentiment de confiance s'est installé, laissant penser que c'est avantageux d'acheter quand le marché baisse.»

L'indice Dow Jones des 30 grandes valeurs a perdu 4,23 % durant la semaine, le S&P-500, 4,90 %, et le Nasdaq Composite, 4,66 %.

Depuis le début de l'année, la baisse est de 6,44 % pour le Dow, de 2,87 % pour le S&P et de 6,08 % pour le Nasdaq.

GM attendu au tournant

Les facteurs expliquant la déprime du

Reuters

SONDAGE

Les Canadiens ont peu de sympathie pour Conrad Black

Ottawa — La plupart des Canadiens éprouvent peu de sympathie à l'endroit de l'ancien magnat de la presse Conrad Black.

C'est ce qui ressort d'un sondage récemment mené par le Centre de recherche Décima, dont les résultats ont été dévoilés de façon exclusive à la Presse canadienne.

Soixante-dix pour cent des personnes ayant pris part à cette enquête d'opinion estiment que le jury au procès de Black à Chicago a eu raison — ou n'a pas été assez sévère — lorsqu'il a reconnu l'homme d'affaires coupable, plus tôt ce mois-ci, de quatre des 11 chefs d'accusation qui avaient été portés contre lui. Seulement huit pour cent des répondants croient que les jurés ont été trop sévères.

L'ex-magnat de la presse d'origine canadienne, reconnu coupable de fraude et d'entrave à la justice, connaîtra la nature de sa sentence en novembre.

Décima a constaté que la plupart des personnes approchées dans le cadre du sondage souhaitent que Black soit condamné à une peine de prison, en plus de devoir payer une amende. Seulement 10 % jugent qu'une amende serait suffisante. De plus, 60 % des répondants estiment que Black ne devrait pas récupérer sa nationalité canadienne, 61 % jugeant que l'Ordre du Canada devrait lui être retiré.

Selon Bruce Anderson, de Décima, seules quatre personnes sur 10 parmi les 1000 approchées ont dit avoir suivi de près le procès. Ce sont ces gens qui croient le plus fortement que Black est coupable et qui réclament une peine sévère. La marge d'erreur du sondage est de 3,1 %, 19 fois sur 20.

Presse canadienne



Conrad Black

ÉCONOMIE

Inondations:
les Britanniques à
l'heure des comptes

ELODIE LE MAOU

Londres — Maisons et commerces dévastés, légumes pourris dans plusieurs centimètres d'eau, touristes fuyant les averses incessantes, les inondations qui ont touché l'Angleterre depuis juin ont des répercussions économiques évaluées à quelque trois milliards de livres par les professionnels (6,5 milliards \$CAN).

Les assureurs sont les premiers concernés par les conséquences économiques des intempéries. L'association des assureurs britanniques (ABI) avait évalué les dégâts du mois de juin à 1,5 milliard de livres (3,2 milliards \$CAN) et relève depuis ce chiffre à «plus de deux milliards si l'on prend en compte le deuxième épisode d'inondations du mois de juillet».

Mais l'ABI a expliqué à l'AFP que «c'est une estimation provisoire pour la simple raison qu'aujourd'hui des gens sont encore sous les eaux».

«Traditionnellement, les pertes liées aux inondations sont longues à être indemnisées car les biens immobiliers ont besoin de temps pour sécher afin que tous les dommages soient évalués», a précisé John Bell, responsable sinistre chez Aon.

L'agence de notation Fitch avance un montant supérieur à trois milliards de livres (6,5 milliards d'euros) d'indemnités.

Selon le ministre de l'environnement, Hilary Benn, le nombre de foyers inondés dans l'ouest de l'Angleterre pourrait atteindre 15 000, auxquels s'ajoutent les 27 500 déjà touchés dans le nord et l'est pendant les inondations de juin.

Les commerces ont aussi été affectés dans les régions d'Oxford et de Gloucester mais les pertes d'exploitation ne sont pas encore chiffrées, selon les organisations professionnelles.

Pour l'économiste Paul Dales, du cabinet Capital Economics, l'impact le plus évident sera sur l'agriculture. Les producteurs de pois et de pommes de terre commencent à faire les comptes de leur côté, leurs légumes pourrissant dans plusieurs centimètres d'eau.

Le nombre de foyers inondés dans l'ouest de l'Angleterre pourrait atteindre 15 000

«Pour le moment, j'ai perdu 40 % de ma récolte mais si ça continue, ce sera 60 %», témoigne William Chase, qui possède 280 hectares de pommes de terre dans le Herefordshire et le Gloucestershire, deux comtés fortement touchés par les inondations.

Au-delà des régions sinistrées, toute l'agriculture britannique pâtit de la météo, puisque le pays a connu la plus importante pluviométrie de son histoire sur le trimestre de mai à juillet avec 387,6 millimètres d'eau, a annoncé jeudi le service météorologique national.

La production de pois devrait être inférieure de 40 % cette année, a indiqué le syndicat national des agriculteurs, qui prévoit une augmentation des prix de certains légumes et céréales.

Toutefois, les analystes ne s'alarment pas. «Les récentes inondations sont clairement catastrophiques pour les personnes directement affectées, mais d'un point de vue macroéconomique les conséquences sur l'activité et l'inflation devraient être faibles», estime Paul Dales, d'autant que «l'agriculture ne représente que 1 % du PIB», souligne l'analyste Howard Archer.

Le secteur du tourisme fait aussi grise mine. Les averses à répétition qui balaient le pays n'attirent pas les vacanciers.

L'office national du tourisme a mis en place un site Internet et une ligne téléphonique pour tenir la population informée des intempéries. Selon une porte-parole, «les inondations ont pour le moment des conséquences très localisées».

Mais «les images diffusées à l'étranger vont donner l'impression que les inondations sont très étendues et qu'il vaut mieux reporter son voyage au Royaume-Uni», commente Howard Archer.

D'ailleurs, les Britanniques eux-mêmes fuient leur pays. British Airways a enregistré un bond de 20 % des réservations long courrier cette semaine, par rapport à la mi-juillet 2006. Trois mois de mauvais temps ont fini par faire plier le flegme britannique.

Agence France-Presse

La Russie se rue vers
les services bancaires

AMÉLIE HERENSTEIN

Moscou — La Russie, où la culture du bas de laine a longtemps primé sur celle des services bancaires les plus élémentaires, comble aujourd'hui rapidement son retard et les banques russes et étrangères jouent des coudes sur ce marché promis à un avenir propère.

Services aux particuliers, opérations boursières, fusions-acquisitions, prêts aux entreprises affichent tous d'impressionnants taux de croissance, profitant d'un baromètre économique au beau fixe et d'une conjoncture saine et solide, de l'avis général, grâce à son adossement à des prix du pétrole en pleine fièvre.

«La hausse des salaires et de la mobilité sociale encourage la nouvelle classe moyenne à afficher son nouveau statut, ce qui provoque une course à l'amélioration des conditions de vie» et se traduit à Moscou par une «demande effrénée pour presque tout, des voitures neuves aux téléphones, meubles, vêtements, voyages et loisirs», se félicite la banque d'investissement Merrill Lynch dans une récente étude.

Des Russes de tous âges expérimentent leurs premières cartes bancaires, mais ils ne sont encore qu'un sur trois à en posséder une, et seulement 5 % d'entre eux détiennent une carte de crédit.

La densité des distributeurs automatiques est d'ailleurs cinq fois plus faible qu'aux États-Unis et trois fois moindre qu'en Europe, selon une autre étude. Par ailleurs, «20 milliards de dollars dorment encore sous les matelas» russes, estime Merrill Lynch.

Quant aux crédits immobiliers, ils affichent une croissance «explosive» dans un pays où plus de la moitié des gens se disent insatisfaits de leur habitat, mais où seulement 1 % des ménages a déjà eu recours à un emprunt immobilier, poursuit la banque américaine.

Ce «boom» de la banque de détail, flagrant depuis quelques

temps déjà, se double désormais d'un décollage des services destinés aux entreprises russes, jusqu'ici largement négligés par les banques car «jugés trop risqués», explique Natalia Orlova, analyste de la banque Alfa.

Moins de dix ans après la grave crise financière de 1998, les prêts aux entreprises restent encore modestes (40 milliards de dollars, soit la moitié à peine des crédits alloués aux particuliers), mais la tendance est bien là, estime-t-elle.

La Russie, partant de très loin, est encore loin d'avoir rattrapé son retard et demeure «sous-dotée» en services bancaires par rapport à ses voisins, estime toutefois Dmitri Dmitriev, analyste de la Deutsche UFG.

L'indicateur le plus révélateur à ce sujet est le ratio prêts/produit intérieur brut, qui n'atteint encore que 30 %, contre 48 % pour l'Ukraine et 61 % pour le Kazakhstan voisins, selon lui.

Cette tendance est largement vertueuse: le secteur bancaire et l'économie russe dans son ensemble vont continuer d'alimenter mutuellement leur croissance dans les années à venir, soulignent les experts.

Moscou peut peut-être même se réveiller un avenir de place financière internationale, estime Eugène Tarzimanov, analyste de l'agence de notation Standard and Poor's. «Cela prendra de cinq à dix ans. En Russie, c'est difficile de faire des prévisions à si long terme. Mais cela ne paraît pas impossible», estime-t-il, en dépit des faiblesses structurelles de l'économie, comme sa forte dépendance envers les matières premières.

Natalia Orlova estime de son côté que le marché financier russe manque encore de «maturité», notamment en raison de la coexistence de deux Bourses rivales et de la réticence des hommes d'affaires russes envers les investissements à long terme, auxquels ils préfèrent les gains rapides.

Agence France-Presse

Henry Paulson arrive en Chine
avec un pistolet dans le dosLes parlementaires américains ont voté une loi durcissant
le ton sur la question de la sous-évaluation du yuan

ROB LEVER

Washington — Le ministre des Finances américain, Henry Paulson, va arriver en Chine aujourd'hui pour officiellement discuter avec les autorités de Pékin du dialogue stratégique entre les deux pays, mais c'est en fait avec un pistolet dans le dos qu'il va se présenter à ses interlocuteurs.

Juste avant son départ, les parlementaires américains ont voté une loi durcissant le ton envers Pékin sur la question de la sous-évaluation du yuan, qui empoisonne les relations sino-américaines.

Henry Paulson «apporte un message disant "Je suis votre ami mais j'ai le Congrès dans le dos... ces types ne veulent pas rigoler"», indique Jay Bryson, économiste pour Wachovia Securities.

La Commission des finances du Sénat américain a voté par 20 voix contre 1 jeudi une loi demandant au Trésor d'identifier les pays dont la devise est «fondamentalement déséquilibrée», ouvrant ainsi la porte à d'éventuelles sanctions économiques contre eux. Elle vise avant tout la Chine.

«Depuis beaucoup trop longtemps, les travailleurs américains ont été les victimes de gouvernements étrangers qui recherchent un avantage concurrentiel déloyal en sous-évaluant leur devise», a accusé le sénateur démocrate Max Baucus, qui préside la Commission sénatoriale.

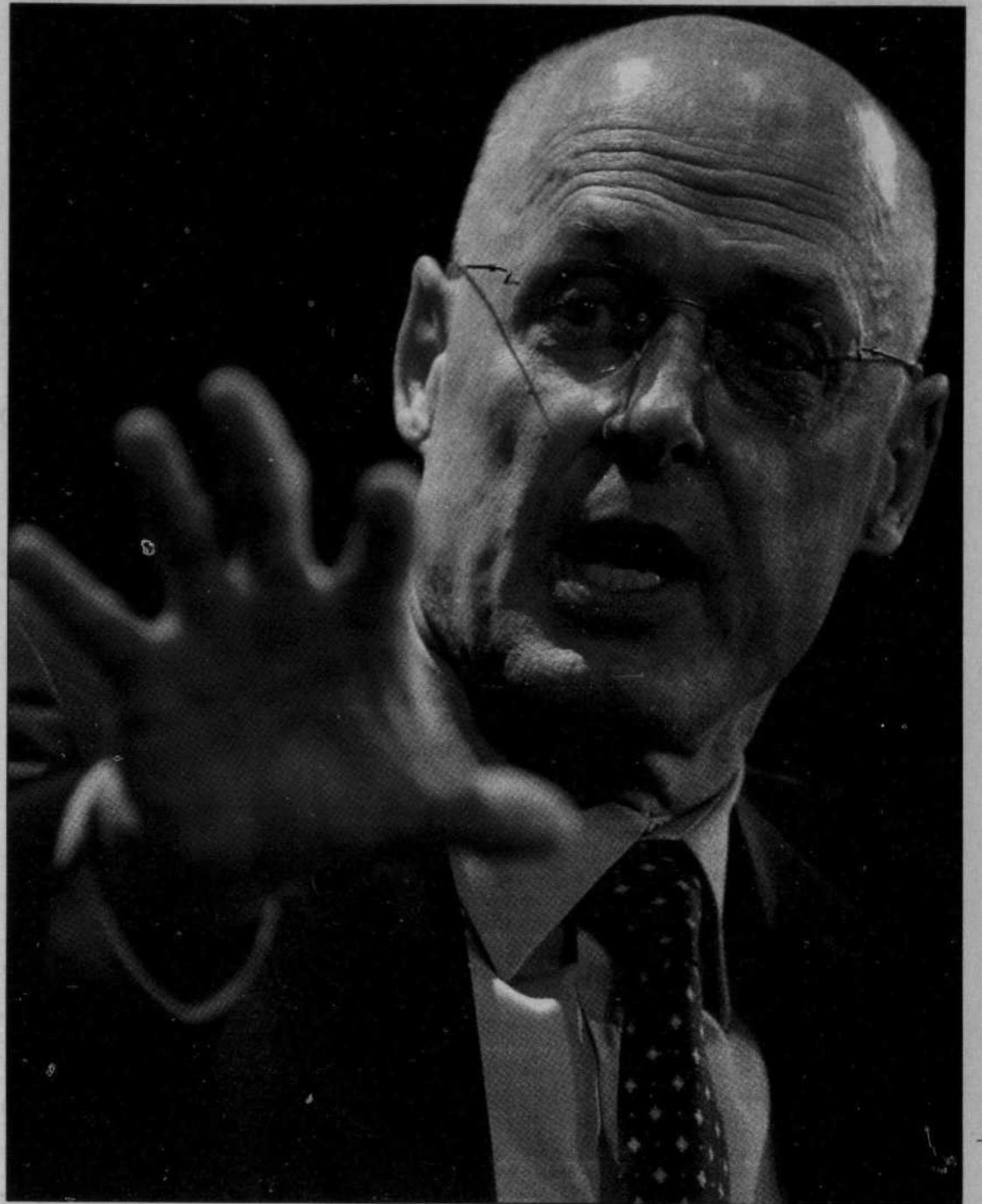
Paulson doit rencontrer à partir d'aujourd'hui des responsables du gouvernement chinois pour discuter du «dialogue économique stratégique» entre les deux pays lancé l'an dernier. Celui-ci couvre les questions économiques mais aussi la protection de l'environnement. Mais la question de la sous-évaluation du yuan occupe tous les esprits.

Selon le ministre des finances, les parlementaires retiennent la mauvaise approche vis-à-vis des Chinois en privilégiant la menace de sanctions.

«Nous aimerions voir les Chinois bouger et montrer plus de souplesse», a-t-il admis vendredi, mais «la bonne manière de traiter avec une nation souveraine n'est pas par le biais de mesures protectionnistes, mais en leur montrant pourquoi c'est dans leur intérêt [...] de mener leurs réformes à bien», a-t-il ajouté.

Depuis une réévaluation du yuan de 2,1 % en juillet 2005, les Chinois laissent flotter leur monnaie dans une marge de fluctuation relativement étroite.

Les Américains voudraient voir une réévaluation plus rapide ainsi que la mise en œuvre de réformes économiques dans plusieurs domaines.



STAN HONDA AGENCE FRANCE-PRESSE

Selon Henry Paulson, «la bonne manière de traiter avec une nation souveraine n'est pas par le biais de mesures protectionnistes mais en leur montrant pourquoi c'est dans leur intérêt [...] de mener leurs réformes à bien».

Alan Holmer, envoyé spécial américain chargé du dialogue économique stratégique, s'attend à des résultats concrets mais ne veut pas plus imposer une solution aux Chinois.

«Le [yuan] s'est apprécié de 9,4 % depuis juillet 2005 et notre opinion est que la Chine doit faire plus et plus vite», a-t-il dit lors d'une rencontre avec la presse, «mais il est tout aussi important que le Congrès comprenne que nous devons préserver notre relations économique avec la Chine».

Paulson va commencer sa visite par le lac Qinghai, le plus grand du

pays qui symbolise les défis écologiques auxquels la Chine est confrontée. Il se rendra ensuite à Pékin demain et mercredi pour des entretiens avec les responsables chinois, dont le président Hu Jintao et le vice-première ministre Wu Yi.

Joel Naroff, qui dirige le cabinet Naroff Economic Advisors, reconnaît que le ministre des Finances est dans une situation difficile.

«Le fait que le gouvernement américain refuse d'être dur avec les Chinois relève de la géopolitique et sa volonté d'avoir les Chinois à ses

côtés n'a rien à voir avec le commerce avec la Chine», dit-il.

«Si le Congrès ne poussait pas derrière, le gouvernement ne ferait rien», affirme-t-il, tout en soulignant que Washington a des moyens de pression sur Pékin.

Selon lui, environ 10 % de l'économie chinoise dépend des États-Unis pour sa survie. «Si nous éliminions ces 10 %, l'économie chinoise s'effondrerait. Cela serait dur pour nous à court terme mais ils seraient anéantis», estime M. Naroff.

Agence France-Presse

ÉTATS-UNIS

Le dollar faible aidé le tourisme
mais sans le faire revenir
au niveau pré-2001

ROB LEVER

Washington — La faiblesse du dollar est une aubaine pour le tourisme aux États-Unis, mais cela ne suffit pas à faire revenir la fréquentation aux niveaux d'avant 2001, selon les professionnels du secteur, qui appellent à un plan d'aide publique de 200 millions de dollars.

Le gros problème du secteur est la mauvaise image dont souffrent les États-Unis, qui a entraîné une nette baisse de la fréquentation depuis plusieurs années: selon les derniers chiffres disponibles pour 2005, les États-Unis accueillent 17 % de visiteurs en moins qu'avant 2001.

Depuis, un mieux est perceptible — avec une hausse de la fréquentation de 5,8 % depuis le début de l'année, selon le ministère du Commerce. Mais l'«effet dollar» y contribue beaucoup, les États-Unis se trouvant quasiment en soldes pour les Européens munis de leur euro fort.

«Il est difficile de le dire avec exactitude, mais sans le dollar faible ce serait encore pire», affirme Geoff Freeman, le numéro deux de l'association Discover America Partnership, qui regroupe des professionnels du tourisme.

Le nombre de Britanniques visitant les États-Unis a baissé de 1 % à 4,5 millions au cours des 12 mois finissant en mai, selon l'office britannique du tourisme.

Aussi les professionnels du tourisme font campagne pour obtenir du gouvernement qu'il intensifie ses efforts de promotion afin de restaurer l'image de marque des États-Unis à l'étranger.

«Les autres pays dépensent des centaines de millions de dollars, les États-Unis, zéro» pour promouvoir le tourisme, fulmine M. Freeman.

«L'idée est d'avoir une unique marque coordonnée pour tout le pays», a-t-il ajouté.

Leur but est d'obtenir un fonds de promotion du tourisme qui serait financé par des contributions du

secteur et une taxe de 10 \$ pour certains visiteurs.

Et le plus gros effort serait à mener sur le front du marketing, estime-t-il.

«Les États-Unis, à l'inverse de tous les autres pays industrialisés, n'invitent pas les gens à venir chez eux», estime Jay Rasulo, le président des parcs Walt Disney.

Il plaide pour une amélioration du système d'entrée aux États-Unis, qu'il juge «inefficace» et qui «traite les gens comme des criminels à la frontière». «Tout cela fait que les gens ne se sentent pas bienvenus», ajoute-t-il.

M. Rasulo souligne que la baisse du tourisme affecte l'ensemble de l'économie. Selon Discover America Partnership, cela a abouti à un manque à gagner de 93 milliards de dollars et à la perte de 194 000 emplois entre 2000 et 2005. «Cela ne concerne pas que le secteur du tourisme, mais aussi la santé, les universités — les Jeux olympiques», ajoute-t-il, suggérant que les États-Unis pourraient avoir du mal à se faire confier l'organisation des Jeux s'ils n'améliorent pas leur image.

Tom Ridge, ancien ministre de la Sécurité intérieure, estime que l'image des États-Unis a surtout été affectée par quelques cas isolés de visiteurs mal traités à leur arrivée, ce qui a généré une publicité négative. «Il y a eu des scénarios d'horreur. Cela explique cette image d'une Amérique pas accueillante», affirme-t-il.

La mesure clé du projet de loi serait de demander un «droit» de 10 \$ aux visiteurs internationaux n'ayant pas besoin de visa, qui serait collecté par Internet avant l'arrivée aux États-Unis.

L'idée d'imposer une taxe supplémentaire n'est pas a priori la meilleure façon d'améliorer l'accueil, mais les promoteurs du projet assurent que les visiteurs seront prêts à la payer s'ils savent à quoi elle sert.

«Nous devons améliorer et mieux expliquer le processus aux voyageurs arrivant aux États-Unis», assure le sénateur Daniel Inouye.

Agence France-Presse

Le Guide *Le Guide* 4^e édition complète

Théorie et pratique de l'assurance collective au Québec

4^e édition complète revue et augmentée à 564 pages

Ce manuel est essentiel aux conseillers en assurance collective certifiés par l'Autorité des marchés financiers, aux gestionnaires en milieu de travail et aux employés administratifs agissant pour le compte d'un assureur ou d'un cabinet.

Cette nouvelle édition est le fruit d'une révision de l'ensemble de la matière traitée par la collection Le Guide évolutive à ce jour et a été réalisée avec la participation de plusieurs spécialistes, conseillers, actuaire, avocats et agents d'information des différents ministères et organismes gouvernementaux ayant participé à la révision du chapitre 2 portant sur les régimes publics d'assurance collective.

La 4^e édition complète de la collection Le Guide évolutive est au cœur du nouveau Programme d'audit de compétence en assurance collective.

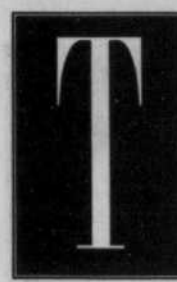
La Chambre de la sécurité financière reconnaît cette formation aux fins de l'obtention de 30 unités de formation continue (UFC) jusqu'au 30 novembre 2008.

Commandez-la maintenant : www.mfconseil.qc.ca/librairie ou 1-888-663-2035

ÉDITORIAL

La partition de force

Partition ethnico-religieuse, maître-mot de l'histoire contemporaine, de l'Inde à la Yougoslavie en passant par la Palestine. Il y aura 60 ans à la mi-août, naissent d'un coup deux pays, l'Inde et le Pakistan, résultat d'une partition cartographiée par la Grande-Bretagne, produit de l'un des épisodes les plus marquants et les plus sanglants du mouvement de décolonisation du XX^e siècle. Soixante ans plus tard, des historiens mesurent à quel point cette fracture était loin d'être aussi inévitable que nous nous sommes résignés à le penser.



Guy Taillefer

Out à coup, des centaines de millions de personnes ont été forcées de se définir en fonction de leur appartenance religieuse, dans cet immense sous-continent où, jusqu'en 1947, la question ne se posait apparemment guère. Dans un ouvrage paru le mois dernier, *The Great Partition*, l'historienne Yasmin Khan fait valoir que, à l'instar de la semblable partition décrétée le même été par les Nations unies en Palestine, l'implosion de l'Empire britannique en Inde a précipité la création d'un nouvel individu «politico-religieux». A certains égards, écrivait récemment de Mumbai le chroniqueur du *Globe and Mail*, Doug Saunders, cette double partition a donné lieu à l'invention du «musulman» comme catégorie politique, imposée à des peuples qui n'avaient pas, somme toute, de véritables intérêts communs — une «fiction», dit-il, dont on n'a pas fini de vivre les conséquences.

Les conflits et les hécatombes des dernières décennies ont amené les opinions publiques à se résigner à l'inévitabilité des cloisonnements religieux et ethniques. Le découpage colonial de l'Afrique, le génocide au Rwanda, la guerre en Bosnie et l'éclatement de la Yougoslavie, l'incroyable borbier irakien et, plus près de nous, l'expérience d'un multiculturalisme qui, par effet pervers, a tendance, encore que les médias l'exagèrent, à creuser les communautarismes sont autant d'exemples qui en enfoncent le clou.

Dans le cas d'espèce indien, dit Mme Khan, il est pourtant faux de penser que l'Inde et le Pakistan, et plus tard le Bangladesh, furent des fruits nationaux inévitables, incontournables des divisions ethniques et religieuses. Rien ne laissait présager pareils déchirements. En fait, plaide-t-elle, l'examen des événements montre bien que la majorité des musulmans et des hindous étaient opposés, jusqu'à la toute dernière minute, pour ainsi dire, à la solution ségrégationniste.

L'implosion des Indes britanniques provoqua le déplacement de quelque 12 millions de personnes. Des centaines de milliers de personnes furent tuées, des milliers d'enfants disparurent, des milliers de femmes furent violées. Pogroms et conversions forcées se multiplièrent. Se déchaîna une violence qu'il aurait fallu immédiatement décrire, si l'expression avait existé, comme un nettoyage ethnique à très grande échelle. Le conflit créa deux nations qui, à ce jour, se méfient l'une de l'autre comme de la peste, là où il est raisonnable de penser, sans pécher par idylisme, qu'il y avait eu une société de peuples dont les différences ne les empêchaient pas de vivre entremêlés.

L'histoire, selon Mme Khan, montre que, comme bien d'autres, hindouistes et musulmans luttaient avant tout pour leur libération du joug britannique, sans arrière-pensée de nationalisme ethnique. A la fin des années 1930, souligne M. Saunders, tout le monde se battait pour une Inde unie et dotée d'une législature où les deux communautés seraient représentées à part égale. Le vote des électeurs qui se sont prononcés aux premières élections libres, en 1946, pour la Ligue musulmane de Mohammed Ali Jinnah, qui allait devenir le père du Pakistan, était avant tout destiné à obtenir la meilleure représentation politique possible au sein de cette Inde unie.

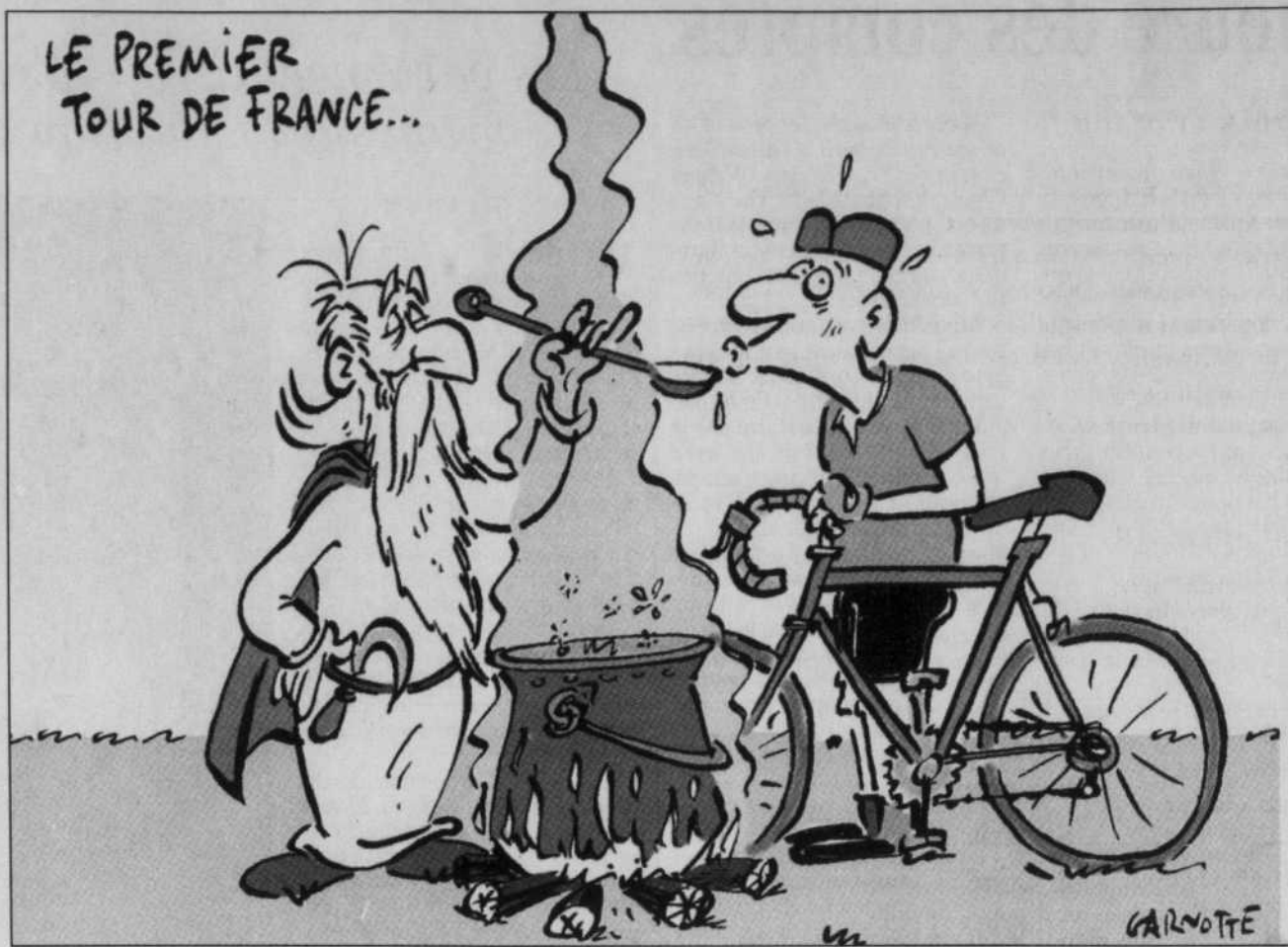
Que s'est-il donc passé? On pointe pour sa sottise Louis Mountbatten, dernier vice-roi des Indes, Jinnah pour le bluff indépendantiste dans lequel il s'est enlisé... On montre surtout du doigt l'impérialiste premier ministre britannique Winston Churchill, qui, saignant les colonies indiennes pendant la Deuxième Guerre mondiale, a laissé croître les tensions intercommunautaires en refusant de concéder aux Indiens les droits démocratiques qu'ils revendiquaient.

L'exemple indien éclaire certaines des divisions qui déchirent aujourd'hui la planète et milite contre la réduction politique des sociétés à des étiquettes religieuses. Il fait voler en éclats, à la lumière de la sécession du Bangladesh en 1971 et de la crise que traverse actuellement le Pakistan du général Pervez Musharraf, l'illusion du religieux comme ingrédient d'unification nationale. L'histoire est lourde de nuances et de réalités noyées par les armes et les entêtements politiques.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSEFAÇON
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
 LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Le cadeau de Grec de Norman Spector

Dans une chronique intitulée «L'intérêt de M. Harper» et publiée dans *Le Devoir* du 26 juillet 2007, Norman Spector propose à M. Harper d'informer nos alliés de notre volonté de continuer la mission en Afghanistan, à condition qu'ils participent activement aux combats avec un contingent qui soit à la mesure de leur population. Cette proposition s'appuie sur l'hypothèse que les progrès de l'intervention militaire de l'OTAN seraient plus importants si les pays membres envoyaient plus de troupes pour combattre les talibans. Les Américains en Irak sont en train de faire la preuve que cette hypothèse est fautive.

Face à un ennemi quasi invisible qui se fond dans la population et qui pratique une guérilla sournoise et des enlèvements, l'accroissement des troupes ne fait qu'augmenter le nombre de cibles potentielles pour les bombes artisanales des talibans. Ce qui était vrai pour la guerre de tranchées ne l'est plus face à la guérilla. Si, au lieu d'annoncer le retrait des forces canadiennes en 2009, M. Harper appliquait l'approche de M. Spector, il risquerait que les alliés acceptent d'augmenter leur contingent de combattants, avec pour résultat que le Canada s'enlisait encore plus profondément avec eux dans le borbier afghan, tout comme les Américains en Irak.

Bien sûr, M. Harper paraîtrait mieux, à l'aube des élections, en annonçant son intention conditionnelle de poursuivre plutôt qu'en annonçant son retrait, mais sa réélection doit, elle, se réaliser au risque du démembrement et de la mort inutile d'un plus grand nombre de nos soldats. La proposition de M. Spector, du *Globe and Mail*, risque fort de devenir un cadeau de Grec pour les Canadiens.

Albert Bertrand
 Mont-Saint-Hilaire, 26 juillet

Y a-t-il une solution pour le Moyen-Orient ?

Le 20 juillet et le 24 juillet, M. Attali, consul général d'Israël à Montréal, et Mme Asmar, historienne, ont donné chacun leurs commentaires concernant la situation épineuse au Moyen-Orient.

À mon avis, Arabes et Israéliens continuent chacun à garder leur position en accusant l'autre d'avoir commencé le premier. Cette situation ne mènera à rien et va de plus en plus envenimer la situation.

Une future guerre au Moyen-Orient ne pourra être profitable ni aux Arabes, ni aux Turcs, ni aux Perses, ni aux Israéliens, ni aux Occidentaux.

La conséquence va être la destruction totale du Moyen-Orient et la destruction totale de l'économie occidentale, avec un gros paquet de problèmes sociaux et politiques dans l'après-guerre qui risquent de changer le visage de la planète pour toujours.

Aujourd'hui, pour assurer la sécurité de la planète et la sécurité d'Israël, l'Occident doit laisser les peuples arabes mettre en place des pouvoirs démocratiques, dans le but d'associer toutes les forces politiques arabes au processus de paix.

L'Occident doit aussi renforcer la position de l'ONU pour faire face à toutes sortes de radicaux par la voie légale et faire aboutir tous les projets humanitaires.

Faire respecter l'ordre mondial et les décisions de l'ONU par soi-même et par toute la communauté internationale doit être la mission de tous les pays occidentaux. Cela ne fait que démontrer à toute la planète que c'est l'ordre mondial qui doit prendre le dessus et que ce n'est pas la loi de la jungle qui va régner.

Sadri Sarray
 25 juillet 2007

Vivriez-vous près d'un terminal méthanier ?

Cette question a été posée à Mme Roy-Marinelli, mairesse de Lévis, par un citoyen lors d'une assemblée publique. Il n'a pas eu de réponse. Cette question, je vous la pose personnellement: vivriez-vous à quelques centaines de mètres d'un terminal méthanier? Si c'était l'un de vos enfants ou petits-enfants, un frère, une sœur, un ami qui se retrouvait dans cette situation, seriez-vous toujours d'accord avec le projet Rabaska? Il est facile de dire oui à un projet qui fait miroiter de façon imposante et bien orchestrée les apports économiques et la création d'emplois.

Dire oui à Rabaska, c'est condamner des familles à quitter leur milieu de vie pour la création de 35 emplois. Ces travailleurs qui vivent dans le secteur convoité, ne sont-ils pas eux aussi des personnes qui ont le droit de vivre dans le milieu qu'ils ont choisi? Croyez-vous que Valérie, Nathalie, Dominique, Line, Pierrette et tous ces parents vont vouloir exposer leurs enfants aux risques du GNL, à la pollution engendrée par ce projet aberrant? Ils ne sont pas des êtres virtuels. Depuis plus de trois ans, ils se battent pour défendre [...] La Ville de Lévis a carrément abandonné ces familles, pour des taxes qui vont fondre avec le temps. Quelle est la vision de notre gouvernement?

Celle de prioriser la rentabilité des entreprises au dépens des populations habitant le territoire convoité?

Celle de laisser les entreprises décider de l'avenir énergétique du Québec? Celle de décider de créer un autre Mirabel? Celle de prioriser une vision à court terme?

A chacun de vous, politiciens décideurs dans ce projet Rabaska, je vous demande: vivriez-vous à quelques centaines de mètres d'un terminal méthanier?
 Louise Maranda
 Beaumont, 20 juillet 2007

LIBRE OPINION

Un an après, que reste-t-il des Outgames de Montréal ?

D^e PIERRE CÔTÉ

Cofondateur, Clinique du quartier latin
 Directeur de l'unité ambulatoire VIH/toxicomanie
 du CHUM
 Ex-membre du conseil d'administration et directeur
 médical des Outgames.

La conférence sur les droits humains des LGBT (lesbiennes, gais, bisexuel-le-s, transgenres) qui s'est tenue du 26 au 29 juillet l'an dernier, a marqué l'histoire pour des millions d'individus à travers la planète. Ouverte par Louise Arbour, Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, elle avait réuni 2000 participants de 111 pays, dont 40 % venaient des pays en émergence, dans lesquels, pour certains, la peine de mort ou l'emprisonnement automatique est encore en usage quant à l'orientation sexuelle. Dans certains de ces pays et dans d'autres, notamment en Afrique, les LGBT victimes du sida sont carrément exclus de tout soutien médical. Cette conférence avait, en outre, réuni des personnalités de calibre mondial — comme cinq juges de cour suprême, une dizaine de ministres en exercice, etc. — qui consacraient ainsi Montréal et les Outgames en tant que lieu et outil par excellence des droits humains. La Déclaration de Montréal a été adoptée, texte qui, depuis, a été entériné par plus d'une trentaine d'instances nationales.

Malheureusement, ni l'Assemblée nationale du Québec, ni le Parlement fédéral n'ont jugé utile de faire de même. Ici, seuls le NPD, le Bloc québécois et le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie ont endossé la Déclaration de Montréal. Aurait-il fallu payer pour une campagne internationale de promotion équivalente à la visibilité que cette conférence a donnée, non

seulement à Montréal mais aussi au Québec et au Canada, cela aurait coûté, selon des experts, sept millions de dollars.

Des jeux sportifs reconnus

La partie sportive et ludique des Outgames a elle aussi, et n'en déplaise aux critiques, été un grand succès. Quelque 17 000 personnes ont participé aux épreuves sportives et 92 pays y étaient représentés. Le Québec et le Canada ont participé à hauteur de 3000 sportifs. Chacune de ces personnes a drainé dans son sillage, directement ou indirectement, sept autres personnes. Il y a donc eu, durant dix jours, un apport supplémentaire de presque 120 000 visiteurs de plus à Montréal. Qui plus est, nous savons, par les équipes inscrites, que 25 % des participants ont étendu leur séjour ailleurs au Québec pour une ou deux semaines supplémentaires. Les calculs sont faciles à établir quant à l'impact touristique des Outgames, ici à Montréal et ailleurs au Québec.

Mais, bien au-delà de ces calculs, le sport dans la communauté LGBT internationale représente la façon la plus simple de s'affirmer. En effet, dans bon nombre de pays, l'orientation sexuelle n'a pas droit de cité, et la seule façon de se réunir consiste à le faire sous le couvert d'une pratique sportive réelle. Le sport, par ailleurs, et comme pour l'ensemble des jeunes à travers le monde, est pour les LGBT une source de dépassement et de discipline. En Amérique latine, il se crée une équipe sportive LGBT par mois depuis un an, et même en Afrique le mouvement a commencé.

Lors des Outgames de Montréal, un record du monde a été battu, ce qui a été reconnu par les instances sportives internationales. Une quinzaine de compétitions ont d'ailleurs été homologuées par les

organisations sportives québécoises, canadiennes et internationales.

Lors des Outgames, l'organisation montréalaise avait aussi, et c'était une première, mis en place un système d'information et de soutien lié à la santé. La Clinique du quartier latin, en partenariat avec l'organisme Zéro-Séro, a tenu à la disposition des participants des haltes-santé tout comme des soins, si nécessaire. Une vaste campagne d'information sur les infections transmises sexuellement, dont le VIH, a accompagné la tenue de ces jeux. Des entreprises pharmaceutiques se sont jointes à cette campagne.

La vérité

En tant qu'ancien membre du conseil d'administration des Outgames et qu'intervenant social et médical dans toutes les questions liées aux maladies transmises sexuellement ou aux problématiques résultant de l'usage de drogues, mais aussi en tant que Montréalais fier de sa ville, je veux rendre hommage aux milliers de bénévoles qui nous ont soutenus, aux organismes de la communauté LGBT de Montréal, à la direction des Outgames et à ses anciens employés, sous le leadership de Louise Roy. Ils savent tous à quel point les Outgames auront non seulement marqué leur vie, mais aussi donné à Montréal un label de qualité et d'ouverture qui se fait rare à travers le monde. La bonne nouvelle, par ailleurs, qui est une mesure irréfutable de notre succès, c'est que les seconds Outgames mondiaux se tiendront à Copenhague en 2009, sur le modèle de ce que nous avons réalisé ici. Nul n'est prophète en son pays, semble-t-il.

La seule amertume qui fut difficile à assumer, c'est la désinvolture avec laquelle le gouvernement du Québec a clos cette affaire. Il faut, un an après, remettre les pendules à l'heure et donner à César ce qui

lui revient. Tout d'abord, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, et son équipe ont droit non seulement à nos remerciements, mais également à nos félicitations. Cela s'adresse également à Tourisme Montréal et à son leader, Charles Lapointe. Du début à la fin de cette aventure, ils auront été les plus fermes soutiens tant de la Conférence internationale sur les droits humains que de l'événement sportif LGBT. La Ville, finalement, aura investi dans les Outgames près de trois millions de dollars en argent et en services. La mise du gouvernement fédéral a été de deux millions et celle du gouvernement du Québec, d'un montant fantastique de 1,5 million! Mais les retombées économiques calculées par Tourisme Montréal, elles, se sont divisées ainsi: autour de 90 millions de dollars... dont 40 millions dans les coffres des deux paliers de gouvernement et un grand 0 dans ceux de la Ville. Et ce sont des ministres du gouvernement du Québec qui, à l'automne 2006, ont annoncé un déficit de cinq millions de dollars, à grand renfort médiatique. Or le résultat revient à 976 000 \$ de déficit réel sur un budget total de 19 millions de dollars, pour des retombées de 90 millions! Finalement, les contribuables québécois ont fait collectivement un bénéfice de 36,5 millions de dollars.

Les Outgames illustrent à merveille toute la problématique inéquitable, pour Montréal, des grands événements: la Ville donne son appui, offre des services, commande... et les gouvernements ramassent la cagnotte. Certes, il est vrai que c'est Montréal qui, par un événement comme les Outgames, se taille la part du lion dans l'image internationale bénéfique, celle qui, des années plus tard, attire toujours de nouveaux ou d'anciens touristes. Mais il y a de fortes chances que lorsque quelqu'un vient visiter Montréal il en profite aussi pour faire un tour ailleurs au Québec.

IDÉES

La Gaspésie, autrement

Autour de chez nous
Gaspésie



La dernière année politique a laissé l'impression d'un Québec divisé, voire d'une société dressée contre elle-même. Le Québec serait-il à ce point morcelé? Le débat sur les accommodements raisonnables a accéléré certains grands questionnements, favorisant au passage des querelles tout émotives et dénuées de rationalité. *Le Devoir* a posé la question à diverses personnalités venues de différents coins du Québec. Sommes-nous déchirés à ce point? Voici le sixième d'une série de dix textes.

PASCAL ALAIN

Historien et philosophe
Carleton-sur-Mer

«La Gaspésie, pays intérieur de chacun de nous. Le cri qui fera peur à tout le monde, c'est d'ici qu'il viendra.»
— Félix Leclerc

En ce début de XXI^e siècle, la Gaspésie fait face, une fois de plus, à son destin. Historiquement connue comme exportatrice de matières premières dans le domaine des pêches, des mines et de la forêt, qu'en est-il de son apport au développement socio-économique du Québec? A-t-il déjà été reconnu à sa juste valeur? Dépourvue de ses ressources naturelles traditionnelles, la région exporte désormais sa matière grise vers les grands centres, ce qui n'est pas sans assombrir son portrait dans un Québec myope, divisé et centralisateur. Après avoir essayé plusieurs coups durs, la Gaspésie est en période de convalescence et revendique non seulement sa place dans l'histoire du Québec, mais une véritable solidarité nationale.

La Gaspésie pour bâtir un Québec moderne

Si les histoires militaires sont écrites par les vainqueurs, l'histoire du Québec est trop souvent écrite par les grands centres, occultant ainsi la contribution majeure des régions — dans ce cas-ci, la Gaspésie — au développement, à l'évolution et à la diversité du Québec. Que serait le Québec sans la Gaspésie? Certainement bien différent.

Il y a moins de cinq siècles, à l'été 1534, un célèbre visiteur du nom de Jacques Cartier s'amène le long de la côte gaspésienne en vue d'y trouver une route menant aux trésors de l'Asie. Ce qui devait être un échec se transforme, en fait, en succès. À la vue de tant de richesses naturelles, Cartier s'approprie le territoire au nom du roi de France. Par ce geste historique, la Gaspésie devient la porte d'entrée de la Nouvelle-France, le «berceau» de ce qui deviendra un jour le Canada.

Au siècle suivant, ce Nouveau Monde voit ses premiers habitants s'implanter en permanence sur le territoire, de sorte qu'au tournant des années 1650 la Gaspésie accueille annuellement des milliers de pêcheurs venus d'Europe pour s'enrichir. Plus de 2000 pêcheurs basques, bretons et normands arrivent au printemps pour repartir à l'automne avec des navires chargés de cette fameuse morue salée-séchée. Un trafic commercial considérable est visible; une certaine forme de mondialisation, même si le terme n'existe pas encore, peut être constatée. À la même époque, Québec et Montréal ne sont peuplés que de quelques centaines d'individus. Une région sans histoire, la Gaspésie?

Peu après la Conquête britannique de 1760, seuls les Amérindiens, ces premiers Gaspésiens, habitent la péninsule. Ils feront de la Gaspésie l'une des plus vieilles régions habitées de tout le Québec, puisqu'ils fréquentent le lieu des milliers d'années avant les Blancs. Par la suite, la Gaspésie et ses eaux poissonneuses sont témoins de l'arrivée des Anglais, des Anglo-Normands, des Basques, des Canadiens français, des Acadiens, des loyalistes, des Irlandais et des Écossais, qui se côtoient en s'enracinant tout le long du littoral.

Devenue une terre d'adoption pour plusieurs peuples, la Gaspésie s'apparente dès lors à une mosaïque culturelle où la diversité ethnique, religieuse et linguistique imprègne ce coin de pays d'une richesse unique. Un multiculturalisme prend donc naissance en cette terre comme il n'en existe pas ailleurs au Québec à la même époque. Il faut patienter jusqu'au début du XIX^e siècle pour que Montréal soit composée d'un multiculturalisme semblable. Aujourd'hui, l'apport de ces différentes communautés au développement socio-économique de la Gaspésie est toujours palpable, notamment sur le plan de l'architecture, de la division des terres, de la langue et des accents, de la diversité culturelle, de l'occupation du territoire, etc. Isolée, la Gaspésie?

Saviez-vous qu'entre 1860 et 1866 la Gaspésie possède en son sol 11 consulats qui veillent à défendre les intérêts économiques de leur pays respectif dans le domaine des pêches? A Gaspé,



Après avoir essayé plusieurs coups durs, la Gaspésie est en période de convalescence et revendique non seulement sa place dans l'histoire du Québec, mais une véritable solidarité nationale.

SYLVAIN MAJEAU

nous pouvons observer notamment les pavillons du Brésil, des États-Unis, du Portugal, de l'Italie, de la Norvège, de l'Espagne et de la France. Coupée du monde, la Gaspésie?

C'est l'avènement de la Confédération en 1867 qui vient mettre un terme à cette croissance, alors que le développement du port d'Halifax est privilégié au détriment de celui de Gaspé. De plus, les Maritimes bénéficieront d'un chemin de fer des plus modernes à partir de 1876, tandis que la péninsule ratera le train et devra patienter jusqu'en 1913 pour que les rails atteignent Gaspé. L'isolement n'est pas un virus que l'on crée en laboratoire. Il se développe plutôt à coups de méconnaissance, d'ignorance, d'indifférence... et par des décisions politiques incohérentes, parce que politiques.

L'isolement, un signe de notre temps?

Il y a à peine 40 ans, la Révolution tranquille, destinée à poser les bases de la modernité québécoise, soufflait aux quatre coins de la province. Le Québec allait enfin se démarquer sur la scène internationale, en plus d'imposer une vague de réformes à l'échelle provinciale. Aussitôt, les yeux se sont tournés vers l'est du Québec, puis vers la Gaspésie, déjà dépourvue d'une bonne partie de ses ressources naturelles et humaines.

Le gouvernement québécois projette alors de mettre sur pied le Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ), dont le rôle est de relancer l'économie rurale de ce vaste territoire. Le BAEQ déposera un rapport en

1965 et ses recommandations viseront essentiellement la modernisation de l'économie de l'est du Québec. Parmi les avis les plus controversés figure en tête de liste la recommandation de fermer des villages de l'arrière-pays gaspésien. L'État souhaite exporter un modèle fraîchement réfléchi dans les grandes universités du Québec, recherchant l'urbanisation du monde rural. L'histoire nous apprend qu'il est difficile d'imposer sa façon de faire à une population sans son consentement, sans sa participation...

Cette soif de changement provoque l'avènement des technocrates qui prennent le relais du clergé pour rattraper le temps perdu et pour diriger les nouvelles destinées du Québec. Les Gaspésiens allaient être étudiés à leur insu sous tous les angles. L'objectif ultime: ramener la Gaspésie à l'heure du Québec et faciliter aux individus et aux localités de l'arrière-pays, confrontées à des problèmes de reconversion économique, le passage d'une société traditionnelle à une société moderne.

Dès lors, certaines localités sont considérées comme des fardeaux économiques pour la collectivité québécoise, d'où l'urgence d'amener vers les grands centres ces résidents vivant dans des paroisses marginales. Au lieu de réduire les disparités entre les grands centres et les régions périphériques, les partis de la polarisation du Québec ont créé un fossé qui tend à se transformer, quatre décennies plus tard, en un gouffre sans fond. La Gaspésie est-elle devenue un boulet pour le reste du

Québec, qui irait jusqu'à souhaiter consciemment sa fermeture? Bizarrement, les Gaspésiens ne se posent même pas la question. D'autres s'en chargent épisodiquement à leur place.

Un Québec divisé

Le Québec est vaste: quatre fois plus grand que la France, mais huit fois moins peuplé! Or, tenons-nous le pour dit: le Québec est un pays de régions où deux grands centres dominent le commerce et la politique. Il y a donc Montréal, Québec et les régions, celles-ci étant trop souvent folklorisées et marginalisées par les grands centres, qui semblent remettre en question leur raison d'exister. Mais, rassurez-vous, la Gaspésie en a vu d'autres. Son isolement du reste du Québec est senti et contesté par les forces vives du milieu. En fait, la Gaspésie a appris à vivre avec cet isolement; à l'amadouer, à l'apprivoiser.

Plongée dans cette ère de mondialisation, de globalisation, de performance, de rendement et de rentabilité à tout prix, la Gaspésie est devenue, aux yeux de nombreux observateurs, une éternelle perdante. Éternelle perdante parce qu'elle ne détient ni le pouvoir économique ni le pouvoir politique pour se développer.

Dans son livre intitulé *Démocratiser la démocratie*, l'auteur Gil Courtemanche prétend qu'«en voulant édifier une société économique moderne, nous avons tout misé ou presque sur la grande région montréalaise, reléguant les autres régions aux rôles subsidiaires de consommateurs de produits et de fournisseurs de richesses naturelles».

Colonisée médiatiquement, économiquement, culturellement et socialement par les valeurs et l'imaginaire urbains. Tel un pays du tiers-monde. La Gaspésie pourra-t-elle survivre à la montréalisation du Québec? Montréalisation de la recherche, de la haute technologie, de l'économie du savoir, de la culture, des valeurs, etc. Oui, si elle parvient à conserver son authenticité, son identité, son histoire, ses traditions. Oui, si le reste du Québec peut faire preuve d'une solidarité nationale.

À bien y penser, la Gaspésie n'est pas irrécupérable. Dépourvue de toute industrie polluante, elle est prête pour un virage vert, alors que le développement des produits du terroir et des produits équitables est en pleine expansion. Pour une quatrième année consécutive, la Gaspésie est parvenue à freiner l'exode des jeunes âgés de 24 à 35 ans, phénomène dû en bonne partie à l'initiative qu'est la grande séduction gaspésienne. Ils reviennent pour la qualité de l'air, la qualité de vie, les défis et les bons contacts avec les gens. Les médias régionaux parlent même d'un certain *baby-boom*. Quant à la vitalité culturelle de la Gaspésie, elle fait l'envie de bien des régions éloignées des grands centres. Cela n'est qu'un survol en vrac de cette nouvelle Gaspésie sur le point d'émerger dans ce Québec qui aurait avantage à mieux connaître ses régions. En somme, la Gaspésie existe et elle est là pour rester. Elle a un passé riche, un présent en transition et un avenir sur le point d'être redessiné.

Pourquoi tant de projets littoraux chaotiques?

JEAN LACOURSIÈRE

Québec

Malgré les erreurs passées, le développement anarchique des berges de Québec et de Lévis persiste. Voici trois exemples actuellement sur les planches à dessins: la réanimation de la plage de l'Anse-au-Foulon, malgré son éloignement du quartier touristique, l'espace restreint au pied de la falaise, le fort courant du fleuve à cet endroit et l'existence d'un projet de plage rassembleur au centre-ville (bassin Louise); la construction de deux quais par le Port de Québec à même la baie de Beauport, pour augmenter le transbordement de vrac en plein visage de la plage léguée pour le 400^e de Québec; la construction du terminal méthanier de Rabaska. La cause de cette improvisation est l'absence d'un cadre législatif, qui nous obligerait en tant que nation à nous doter d'un plan d'aménagement de ces zones particulièrement précieuses que sont les berges des lacs, cours d'eau et océans. Chaque exemple cité plus haut pourrait faire l'objet d'un article, mais regardons ici le cas de Rabaska.

Le feu vert du BAPE pour Rabaska est sans sur-

prise. Un port méthanier est un port méthanier, une infrastructure située au bord de l'eau. On sait que ce port méthanier contribuera à augmenter les émissions de gaz à effet de serre du Québec. Plusieurs ports méthaniers existent à travers le monde. Si le BAPE considère que le risque d'un accident majeur est négligeable, la conclusion devient favorable. Les enjeux que sont les besoins énergétiques du Québec (a-t-on besoin de terminaux méthaniers?), le respect du protocole de Kyoto (pourrait-on obtenir l'énergie autrement?) et la gestion intégrée des berges du fleuve (si c'est vraiment nécessaire, on le met où?) ne sont pas considérés parce qu'ils sont au-delà des compétences du BAPE. L'occasion d'affaires l'emporte, occasion aussi pour la Ville de Lévis qui décide seule de l'aménagement d'une zone précieuse pour tous les citoyens du Québec.

Beaucoup de gens favorables à Rabaska évoquent la nécessité du progrès. Or, le progrès réside plutôt dans une gestion intégrée des berges du fleuve. Le Canada accuse en ce domaine 40 ans de retard par rapport aux États-Unis. Il n'existe ici aucune loi fédérale ou provinciale qui force nos gouvernements à se doter de programmes afin que les valeurs écologiques, patrimoniales, esthétiques, récréatives, écono-

miques et stratégiques des berges soient protégées pour le bien de tous les citoyens sans exception.

Les États-Uniens ont depuis longtemps reconnu la grande valeur écologique des territoires côtiers (océans et Grands Lacs), au point de les protéger du développement chaotique à l'aide de législations. Par exemple, grâce au McAttee-Petris Act de 1965, seule l'extrême nécessité autorise un remblaiement dans la baie de San Francisco, cette perte devant être compensée par une restauration d'habitats ailleurs dans la baie. Sans cette loi, ce magnifique plan d'eau, de la superficie du lac Saint-Jean, serait peut-être devenu un chenal, car on le remplissait alors au rythme de neuf kilomètres carrés par année.

En 1972, le Congrès des États-Unis vota le Coastal Zone Management Act, qui déclare l'importance des zones côtières pour la prospérité de la nation et incite les États côtiers à se doter d'un plan de gestion intégrée des berges. Ce plan doit entre autres garantir des accès publics pour usages récréatifs, un privilège chez nous. Aujourd'hui, tous les États côtiers possèdent un plan de gestion intégrée de leurs littoraux. À cette fin, la Californie vota en 1976 le California Coastal Act, qui déclare entre autres que la côte est une zone naturelle distincte, unique et vitale pour tous les

citoyens, qu'elle constitue un écosystème fragile et que la protection permanente de ses ressources naturelles et paysagères est d'une importance capitale pour les résidents actuels et futurs de l'État et du pays. Il sera étonnant pour un Québécois d'y lire aussi que les accès publics aux berges et les possibilités d'usages récréatifs doivent non seulement être protégés, mais maximisés! Toutes ces lois déclarent également que la participation du public à l'élaboration des politiques de gestion du littoral est absolument essentielle. Quiconque jette un œil sur les lois de nos voisins du Sud s'aperçoit que le territoire côtier y est géré avec une cohérence à la mesure de son importance pour la nation entière. Le même constat pourrait être fait pour la France.

Comme le démontre la complexité entre la Ville de Lévis et les promoteurs de Rabaska, ou le statut d'État dans l'État du Port de Québec, le terrain demeure fertile pour le développement chaotique des rives du fleuve. L'absence de lois encadrant ce développement en est la cause fondamentale. Le BAPE ne suffit pas. N'en déplaie à ceux qui sacralisent le BAPE lorsqu'il tranche en leur faveur, la pression populaire demeure un recours légitime et démocratique pour changer le cours des affaires sur les rives du fleuve.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-André Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folle-Boivin, Vincent Cauchy (communis Internet), Laurence Clavel (pupitre), Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (pupitre), Louise-Maude Roux Soucy (Santé), Pauline Gravel (sciences), Michel Garneau (aricaturiste), Diane Pricourt (responsable des pages thématiques), Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteur), Jacques Grenier et Jacques Nadreau (photographes), à l'information culturelle : Michel Béhar (histoire et culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), à l'information internationale : Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information régionale : Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Marie-Pier Frappier, Emilie Parent Bouchard (commis à la rédaction); La documentation : Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Patrick Cossette (Québec), Monique Bhérrer (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematis, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Bellevue (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

TOUR

SUITE DE LA PAGE 1

«En aucun cas, le nom de Contador ne pouvait être lié à la clientèle de M. Fuentes», a indiqué la semaine dernière le patron de la société organisatrice du Tour (ASO), Patrice Clerc. Il assurait que le nom de l'Espagnol avait simplement été «cité dans le cadre de conversations téléphoniques pour des résultats de courses».

Mais, selon *Le Monde*, qui a eu accès au dossier d'instruction, ce n'est pas vrai. Le nom de Contador apparaît directement dans au moins deux documents — sans révéler d'annotation concernant une prescription dopante, contrairement à d'autres coureurs. Un cycliste italien dans la même situation que Contador (Gianpaolo Caruso) fait néanmoins face à une suspension de deux ans à cause de cette affaire: Contador s'en est tiré sans conséquence.

Cela n'indique pas que le premier Espagnol champion depuis Miguel Indurain est dopé. Ce ne sont que des soupçons. Mais dans un Tour pollué par les performances de Vinokourov (expulsé pour dopage sanguin) et Rasmussen, la méfiance est de mise. Surtout que les performances du jeune Contador — le seul à avoir suivi le rythme de Rasmussen en montagne — n'étaient pas attendues.

Depuis qu'il porte le maillot jaune, Contador a ainsi dû défendre devant la presse ses antécédents médicaux, plutôt que de parler de son parcours et de ses victoires. Il jure en tout cas être propre, rappelant qu'il n'a jamais échoué à un test antidopage. «Je suis totalement en dehors de tout cela», a souvent répété le nouveau champion, en parlant de l'affaire Puerto.

Le renouveau à venir...

Ce que l'ASO avait annoncé comme le tour du «renouveau» se termine donc dans le doute. Loin d'effacer l'embrouillamini de l'édition 2006, où le vainqueur, Floyd Landis — bourré de testostérone — a été déchu quatre jours plus tard, le Tour 2007 est venu rappeler que le dopage reste bien présent dans le peloton, neuf ans après l'affaire Festina.

Hier, le directeur du Tour, Christian Prud'homme, a appelé à une «révolution» pour 2008. Sur les ondes de France 2, il a indiqué que la prochaine édition ne «pourra repartir dans les mêmes conditions». M. Prud'homme a mentionné qu'il n'a «plus aucune confiance» dans le soutien de l'Union cycliste internationale (UCI) pour combattre le dopage en cyclisme. «Nous allons travailler avec l'Agence mondiale antidopage [AMA] et l'Agence française de lutte contre le dopage», a-t-il dit.

L'UCI a été vertement critiquée durant ce tour pour avoir tardé à divulguer que Michael Rasmussen avait raté plusieurs contrôles antidopage inopinés. Rasmussen a été averti par l'UCI le 29 juin, une semaine avant le début du Tour, mais l'UCI a attendu deux semaines avant d'avertir la direction du Tour. Celle-ci n'aurait pas permis au coureur de s'élever si cette information avait été connue plus tôt.

À l'Agence France-Presse, Patrice Clerc a déclaré samedi qu'un changement radical était nécessaire pour assurer la survie du Tour (qui a malgré tout connu un bon succès public). «Le pilotage de la reconstruction d'un nouveau modèle de cyclisme ne peut pas être confié à l'UCI. Nous devons le faire avec tous ceux qui rejettent le système actuel afin de retrouver nos valeurs: coureurs, équipes, sponsors, fédérations, pouvoirs publics, instances internationales, ils auront tous à unir leurs forces».

Parmi les pistes envisagées, il a évoqué l'idée d'un passeport éthique contrôlé par l'AMA, qui pourrait être demandé à toutes les équipes souhaitant s'engager dans le Tour de France. Dans une entrevue accordée à *L'Équipe*, il a ajouté qu'il «n'y aura jamais de risque zéro, mais la réponse existe».

Hier, en faisant le bilan du Tour 2007, M. Clerc s'est inscrit en faux contre ceux qui croient «que rien n'a changé depuis 1998». «On a vu pour la première fois une prise de conscience qui vient de la majorité des coureurs, de la majorité des équipes, qui disent aujourd'hui: plus jamais ça». Reste à voir si l'intention se transforme en action.

Le Devoir

BRANDENBERGER

SUITE DE LA PAGE 1

de l'univers, il considère que l'esprit de recherche au Canada est aujourd'hui meilleur qu'aux États-Unis, car «aux États-Unis on ne reçoit des subventions en physique que si notre recherche est en lien avec la sécurité nationale. On soutient beaucoup plus la recherche en physique théorique au Canada et l'argent y est mieux dépensé», précise-t-il, ajoutant recevoir un meilleur soutien financier ici que chez nos voisins du Sud.

Le système de santé et l'éducation publique ont aussi attiré la famille Brandenberger au Québec. «Aux États-Unis, il faut avoir beaucoup d'argent et disposer d'un avocat pour recevoir les meilleurs traitements», souligne l'universitaire originaire de Zurich, en Suisse, avant d'ajouter que le caractère multiculturel de la société canadienne, qui correspond à ses valeurs personnelles — son épouse étant chinoise et lui d'origine européenne — lui a fait préférer le Canada à l'Allemagne, qui lui avait fait également une offre d'embauche.

Contre le principe anthropique

Chercheur dans l'âme, Robert Brandenberger rejette du revers de la main le «principe anthropique» que certains scientifiques croient nécessaire pour expliquer la forme de l'univers dans lequel nous, humains, vivons. Selon le principe anthropique, «si nous observons l'univers tel que nous le connaissons, c'est avant toute autre chose parce que nous nous y trouvons. Car si nous n'y étions pas, nous ne serions pas là pour le constater». Robert Brandenberger donne en exemple le raisonnement anthropique suivant: «Le fait qu'il n'y a que trois dimensions spatiales dans l'espace-temps, et non pas deux, quatre ou cinq, s'explique en affirmant que dans plus de trois dimensions de l'espace on ne pourrait pas construire de systèmes biologiques».

«Si on raisonne de cette façon, on a abandonné l'expli-

OTAGES

SUITE DE LA PAGE 1

les autorités auraient recours à «d'autres moyens», laissant entendre qu'un recours à la force était envisagé.

Youssef lui avait rétorqué hier matin, avant de lancer le nouvel ultimatum, que le recours à la force «mettrait en danger la vie des otages» et que «les talibans résisteraient jusqu'à leur dernier souffle».

«Si les gouvernements afghan et sud-coréen ne s'activent pas davantage pour cette question [d'un échange de prisonniers], les talibans vont tuer certains des otages», a déclaré par téléphone Youssef Ahmadi.

Les négociateurs afghans avaient en outre assuré samedi n'avoir «pas de mandat» pour discuter d'un échange de prisonniers. Le corps criblé de balles du chef du groupe des otages, un pasteur de 42 ans, avait été découvert mercredi.

Karzaï «personnellement actif»

Le nouvel ultimatum est tombé peu après un entretien à Kaboul entre le chef de l'État afghan, Hamid Karzaï, et l'ambassadeur de la présidence sud-coréenne, Baek Jong-Chun, qui a déclaré «respecter toute position» prise par Kaboul pour résoudre cette affaire, selon la présidence afghane.

«Personnellement actif» dans la résolution de cette affaire, M. Karzaï a dit espérer trouver une «solution appropriée» et juger contraire aux valeurs de l'islam et afghanes les rapt d'étrangers, notamment de femmes.

M. Karzaï avait juré qu'il n'y aurait plus jamais d'échanges de prisonniers après celui, très controversé, ayant permis en mars la libération de l'Italien Da-

niele Mastrogiacomo. Cinq responsables talibans avaient alors été libérés.

En Italie, le pape Benoît XVI a condamné cette prise d'otages des membres de l'Église presbytérienne de Saem-Mul, en mission humanitaire en Afghanistan, et appelé à leur libération.

La police de Ghazni a exclu toute opération pour obtenir par la force la libération des otages, détenus par petits groupes à différents endroits.

Youssef Ahmadi a assuré qu'ils étaient gardés dans trois provinces différentes, qu'il n'a pas précisées.

Un homme se présentant comme un porte-parole des talibans à Ghazni, Shari Hanaf, a enfin déclaré à l'AFP que les talibans avaient «reçu des médicaments pour les Sud-Coréens transmis par des Anciens». «Dix-sept des Sud-Coréens sont malades», a-t-il assuré par téléphone.

Les Sud-Coréens, pour la plupart âgés de 20 à 35 ans, ont été enlevés le 19 juillet lorsqu'ils circulaient à bord d'un autocar privé sur l'axe Kaboul-Kandahar (sud), l'un des plus dangereux en Afghanistan.

Il s'agit du plus important groupe d'étrangers enlevés en Afghanistan depuis la chute du régime fondamentaliste des talibans, fin 2001.

Les talibans détiennent par ailleurs un ingénieur allemand et quatre de ses collègues afghans, enlevés le 18 juillet dans la province de Wardak (100 km au sud de Kaboul), pour lesquels ils exigent aussi un échange de prisonniers.

Youssef Ahmadi a assuré hier qu'il n'y avait encore aucune négociation dans le cas de cet otage allemand, qui est, selon lui, «malade».

Reuters et AFP

KANDAHAR

SUITE DE LA PAGE 1

où chacun fait son boulot sans apparemment se soucier de ce que fait son voisin. Les militaires s'y promènent fusil en bandoulière, même pour se rendre au boardwalk. On trouve sur cette promenade surélevée les établissements de restauration rapide (Tim Horton, Burger King et Pizza Hut), le marchand de tapis et la boutique de la société Black Operations, qui vend des gilets pare-balles, des étuis pour fusils et pistolets et d'autres fournitures militaires. Au milieu de tout ce bazas s'étendent les terrains de foot, de volleyball (de plage, bien entendu) et de hockey-bottine.

Les quelques centaines d'Afghans qui viennent travailler sur la base doivent subir une fouille très complète à l'entrée et à la sortie, une formalité qui est épargnée aux visiteurs occidentaux.

La ville de Kandahar se trouve à 18 kilomètres au nord de KAF. En parcourant ses principales artères, larges et dégagées, on a d'abord l'impression d'être entré dans une ville morte. C'est à peine si on aperçoit de temps en temps, comme dans un rêve, un homme enturbanné qui marche au ralenti, le visage impassible, accablé comme tout le monde par la température qui avoisine les 45 degrés.

Il faut s'aventurer dans les rues secondaires et les ruelles pour constater que des milliers de gens, presque tous des hommes ou des petits garçons, travaillent avec ardeur dans les échoppes et les ateliers. On comprend, en les voyant sourire, que, malgré sa mauvaise réputation, Kandahar n'est pas nécessairement un coupe-gorge pour les Occidentaux.

Les militaires canadiens sont déployés en force dans la province de Kandahar depuis l'hiver 2006. Ils font partie de la force de l'OTAN appelée FIAS, qui y a pris le relais de l'opération «Enduring Freedom» dans le courant de cette même année. Les premiers contingents canadiens avaient été affectés à l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP), une organisation de coopération civilo-militaire dont les locaux sont situés dans la banlieue

de la capitale de la province.

La mission officielle de l'ERP, qui est aujourd'hui sous contrôle unifié, consiste «à promouvoir la bonne gouvernance et à aider le gouvernement de l'Afghanistan à étendre son autorité sur la province de Kandahar, afin de favoriser l'établissement d'un environnement stable, sûr et autosuffisant pour la population afghane».

Le lieutenant Desmond James, officier de relations publiques de l'ERP, explique que «les militaires fournissent ici la sécurité et le développement. Ils forment une bulle autour des projets».

En 2006, la province de Kandahar a reçu le cinquième des 100 millions de dollars d'aide civile que le Canada avait accordée à l'Afghanistan.

L'Équipe provinciale de reconstruction participe actuellement, en partenariat avec le gouvernement afghan et les grandes agences onusiennes, «à 596 projets dans tous les districts peuplés de cette province» — le désert en occupe la partie sud —, selon le commandant adjoint de l'ERP, le capitaine Martel Thompson. «Toute la région comporte des risques du point de vue de la sécurité, note cet officier. Quand nous envoyons des militaires, nous le faisons sous forme de groupe de combat».

La plupart des 66 soldats canadiens tombés en Afghanistan, de même que le diplomate Glyn Berry, ont trouvé la mort dans la province de Kandahar, victimes, dans la plupart des cas, d'«engins explosifs improvisés» et d'attentats suicide.

Le directeur régional du ministère afghan du Développement rural, Tarik Esmati, insiste lui aussi sur le grand nombre de projets de développement mis en œuvre dans le sud de l'Afghanistan, précisant toutefois que «l'accent est mis sur des projets de plus grande envergure et de nature plus durable que dans d'autres régions».

«Le ministre veut du développement rapide dans le sud. Il y a une forte demande en ce sens de la part de la communauté internationale», ajoute M. Esmati.

«L'insécurité est un défi, car pour se rendre sur le site de certains projets il faut traverser des endroits où se trouvent des insurgés, poursuit-il. Mais ce défi

EN BREF

Fin de la grève au parc Jean-Drapeau

Les cols bleus de la Société du Parc Jean-Drapeau ont mis fin hier à la grève qu'ils avaient déclenchée jeudi et qui avait entraîné la fermeture de la plage de l'Île Notre-Dame. Par voie de communiqué, Michel Fontaine, conseiller syndical au Syndicat canadien de la fonction publique, a qualifié la fin de la grève de «trêve pour faire débloquer le dossier». Selon le syndicat, qui représente les quelque 220 employés manuels de la Société du Parc Jean-Drapeau, les points de discord portent sur «l'équité entre les différents statuts d'emploi» et sur des «clauses à incidence monétaire». La Société du Parc Jean-Drapeau avait affirmé la semaine dernière que les demandes syndicales ne tenaient pas compte «de la capacité de payer de l'organisation». — *Le Devoir*

Sclérose en plaques: deux autres gènes en cause

Toronto — Des chercheurs ont repéré deux autres gènes qui semblent accroître le risque de développer la sclérose en plaques — il s'agit des premières découvertes sur les facteurs génétiques sous-jacents de la maladie en 30 ans. Les résultats des travaux de deux groupes de chercheurs américains, dont les études ont été publiées hier, permettent aux scientifiques d'espérer mieux comprendre pourquoi certaines personnes sont atteintes de cette grave affection. — *PC*

n'est pas aussi grand que le laissent entendre certains rapports.»

Sarah Chayes, une ancienne correspondante de guerre américaine, a créé une petite ONG à Kandahar en 2002, parce que c'est, selon elle, «la ville la plus importante de l'Afghanistan». «C'est ici que le pays a été fondé en 1747, et tous les dirigeants depuis avaient leurs racines ici, précise-t-elle. Tout changement est venu de Kandahar et, pour l'histoire récente, c'était la vraie capitale du régime des talibans. Donc, je savais que si Kandahar était laissée en plan, c'est tout le pays qui ne marcherait pas.»

Fondée par Alexandre le Grand trois siècles avant Jésus-Christ, Kandahar a souvent changé de maîtres au cours de l'histoire, jusqu'à ce que les tribus nomades pachtones y affirment leur suprématie. Elle a été pendant 30 ans la capitale du nouveau royaume afghan fondé en 1747, avant d'être remplacée par Kaboul. En 1987, les «tapis de bombes» déversés par l'aviation soviétique y ont fait des milliers de victimes et détruit des quartiers entiers.

«Sur les questions féminines, Kandahar est très conservateur, reconnaît Sarah Chayes. Surtout quand il y a de la pression de la part de talibans «resurgis», les gens prennent moins de risques. Mais cela ne me concerne pas personnellement puisque je suis étrangère, et donc «hors jeu».

Près du parc d'amusement avec sa grande roue, des terrains de foot et de *bouskashi* (tous désertés en cette période de canicule), les maisons luxueuses poussent dans les meilleurs quartiers, comme à Kaboul. Quand elles n'appartiennent pas à des personnalités politiques, elles abritent les nouveaux barons de la drogue. L'an dernier, les trois cinquièmes du pavot cultivé en Afghanistan, fournisseur de 90 % de l'héroïne consommée dans le monde, l'ont été dans les provinces du sud.

Le Devoir

Le journaliste Claude Lévesque et le photographe Pedro Ruiz ont séjourné en Afghanistan avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international.

tion, tranche le chercheur. Or les lois de la physique nous disent qu'il pourrait y avoir d'autres dimensions qui n'auraient pas de lien avec la biologie.» En effet, les cinq versions proposées de la théorie des cordes comportent neuf dimensions spatiales, soit 10 dimensions avec la dimension temporelle. Rappelons brièvement que, pour réussir l'arrimage entre la relativité générale d'Einstein, qui rend compte des propriétés de la gravité à l'échelle cosmique, et la mécanique quantique, qui décrit le comportement des atomes et des constituants élémentaires de la matière, des théoriciens de la physique ont imaginé, il y a une vingtaine d'années, que peut-être les particules élémentaires que l'on avait toujours imaginées en forme de petits points étaient plutôt de minuscules filaments unidimensionnels, des cordes vibrantes à la manière de petits élastiques de caoutchouc. Les différentes particules élémentaires, telles que l'électron et le quark, correspondraient alors à différents modes de vibration de ces brins de corde ayant la taille moyenne de 10^{-33} mètre.

«Dans la théorie des cordes, nous avons trouvé mathématiquement pourquoi trois dimensions de l'espace sont grandes et les autres petites. Il ne faut donc plus faire appel à l'explication anthropique, qui, avant l'invention de la théorie des cordes, était la seule invoquée. Si nous avions continué à ne considérer que l'explication anthropique, nous n'aurions jamais compris pourquoi il existe trois grandes dimensions spatiales dans l'univers. En utilisant le principe anthropique, on évite les questions et on ne peut plus progresser», fait valoir le scientifique, qui croit plutôt que ce sont les mathématiques et la physique qui nous diront s'il y a une solution particulière à la théorie des cordes qui est la bonne.

Au cours des deux dernières années, au vu de la multitude de solutions à la théorie des cordes, il y a de plus en plus de physiciens qui adhèrent au principe anthropique, déplore le physicien, pour lequel la démarche scientifique vise plutôt à rechercher, parmi ces diverses solutions, «celles qui ont des propriétés spéciales dans un sens qui n'est toutefois pas encore déterminé. Les propriétés importantes d'une solution restent en effet à être déterminées, car tout le monde s'entend pour dire qu'on ne

connaît pas encore suffisamment la théorie pour pouvoir répondre à ces questions fondamentales, et que la multitude de solutions découle justement du fait que la théorie n'est pas bien comprise.»

«Il nous faut démontrer qu'une solution parmi ces multiples décrit la physique que l'on connaît et qui permet l'existence de la vie. Par contre, ce n'est pas suffisant de choisir une solution en fonction des critères de la vie, selon le principe anthropique, et de croire que c'est la bonne», spécifie le chercheur.

Ces diverses solutions de la théorie des cordes correspondraient vraisemblablement de multiples univers différents. Mais, pour Robert Brandenberger, ces univers multiples ne sont qu'une étape dans notre compréhension de la théorie des cordes, car, à ses yeux, il n'en existe pas plusieurs, mais un seul.

Les cordes dans l'univers

Plus précisément, Robert Brandenberger étudie les conséquences de la théorie des cordes pour la cosmologie, qui est, précisons-le, l'étude de la formation et de la nature de l'univers. Une de ces conséquences est que des cordes enroulées en boucle puissent attirer la matière et ainsi former une galaxie. «Une boucle peut renfermer 1015 tonnes par centimètre. La boucle de corde dans une galaxie est comme un pépin dans une pomme», précise le physicien.

«On s'appliquera à chercher ces pépins dans les galaxies, poursuit-il. Peut-être sont-ils liés aux trous noirs que l'on a observés récemment dans chaque galaxie? Peut-être y a-t-il une relation entre les trous noirs et les pépins, c'est-à-dire les cordes cosmiques? Les chercheurs en cosmologie théorique disposent d'une tonne d'observations et de données, qui restent à élucider, sur le rayonnement de fond cosmique, cette énergie fossile émise au moment du big-bang qui frappe la Terre, et la distribution des galaxies», indique Robert Brandenberger, qui s'applique à vérifier si la théorie décrivant la formation des galaxies qu'on obtient en se basant sur la théorie des cordes arrive à expliquer toutes ces observations.

«Si la théorie des cordes, comme explication de la formation des galaxies, est correcte, il doit y avoir une re-

lation entre ces trous noirs et les cordes, les boucles. Mais on ne connaît pas encore cette relation», souligne le cosmologiste.

Robert Brandenberger a beaucoup travaillé sur la théorie de la formation des structures de l'univers qui décrit le passage entre l'univers primordial et la distribution actuelle de la matière. Avec un collègue moscovite, il a écrit pour une revue un article sur ce sujet, qui est devenu une référence incontournable dans le domaine.

La théorie de l'inflation qui a esquissée le cosmologiste américain Alan Guth en 1980 est actuellement le modèle standard de la cosmologie. Mais ce modèle présente des problèmes conceptuels, et c'est pourquoi Robert Brandenberger espère établir une meilleure théorie.

Par ailleurs, le cosmologiste de McGill cherche des cordes dans le bruit de fond cosmique en mesurant la température de l'espace dans le spectre des micro-ondes. «S'il y a des cordes, il y aura un signal très particulier. Selon la théorie des supercordes, nous devrions trouver dans le ciel des lignes où la température change très légèrement — la différence relative devrait être de l'ordre de 10^{-6} — parce qu'une corde induit une perturbation de l'espace, elle dévie les rayons émis lors du big-bang. Si, un jour, nous voyons ces petites lignes le long desquelles règnent des différences de température, ce sera la preuve que les cordes existent et que la théorie des cordes est juste», explique-t-il, avant d'avouer qu'il est jusqu'à ce jour rentré bredouille de ses recherches.

Si elles existent, les cordes ont vraisemblablement contribué à la formation des structures qui peuplent l'univers, comme les galaxies et les amas de galaxies, explique Robert Brandenberger, qui ne se dit pas pour autant persuadé de trouver un jour des cordes car, affirme-t-il, «il n'est pas certain que la théorie des cordes soit correcte. C'est probablement la meilleure théorie que l'on a aujourd'hui pour unifier toutes les forces. Mais si j'étais certain que c'est effectivement la bonne théorie [la fameuse théorie du tout], ce ne serait pas nécessaire de poursuivre mes recherches. Il est possible que la théorie soit fautive». Encore une fois, le doute le motive au plus haut point.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390